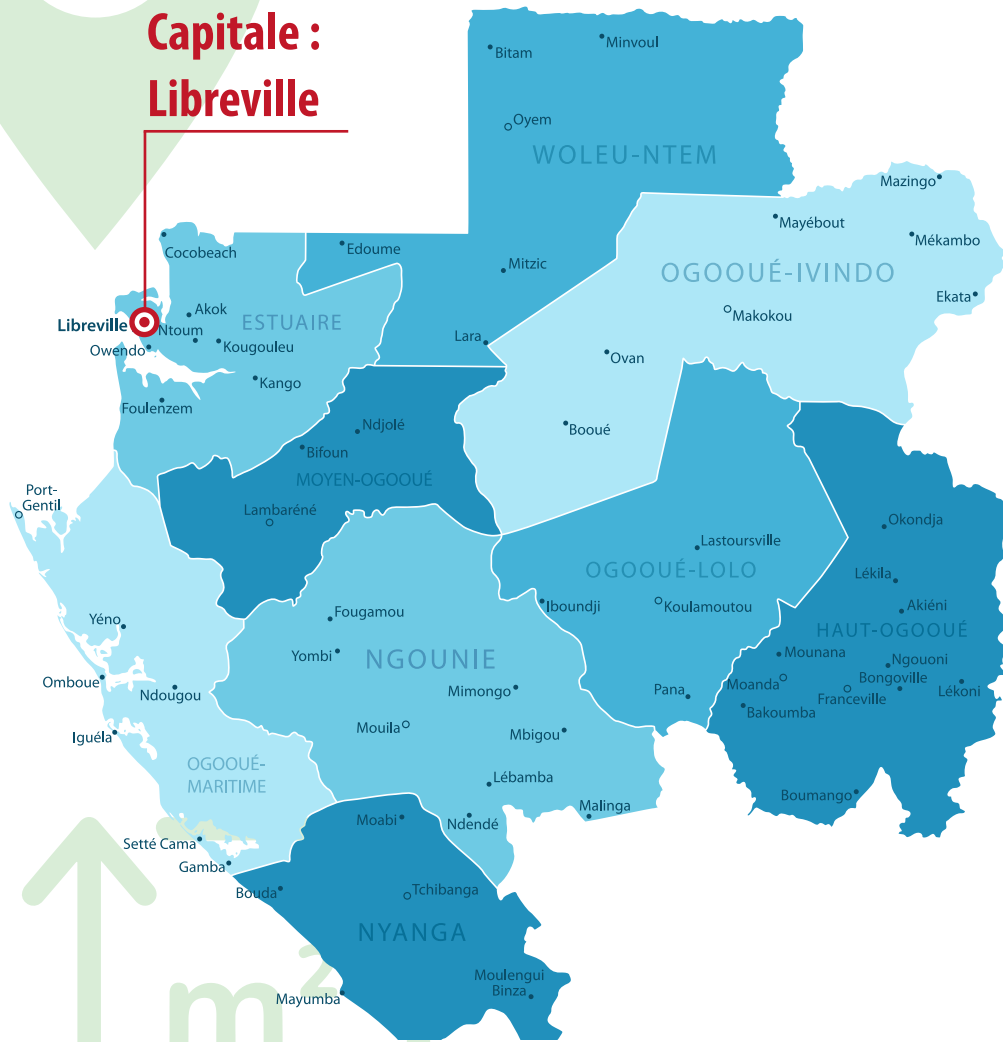




Rapport 2021

Bureau UNESCO de
Libreville



**Capitale :
Libreville**

**Superficie :
267 667 km²**

**Population:
2,226 millions (2020)**



S.E. ALI BONGO ONDIMBA

Président de la République gabonaise
Chef de l'Etat

► Discours prononcé lors de la célébration
du 75^e anniversaire de l'UNESCO à Paris



Sommaire

Chiffres clés..... 4

- ▶ **Education** 4
- ▶ **Culture** 5
- ▶ **Sciences humaines et sociales** 5
- ▶ **Communication et information** 6
- ▶ **Science** 7

Message du Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO au Gabon 8

Coopération GABON-UNESCO 11

NOS REALISATIONS

La gouvernance..... 14

- ▶ **Education** 15
- ▶ **Sciences humaines et sociales** 17
- ▶ **Communication et information** 18

Le développement inclusif 20

- ▶ **Education** 21
- ▶ **Sciences humaines et sociales** 25

Croissance diversifiée et inclusive 36

- ▶ **Sciences humaines et sociales** 37
- ▶ **Culture** 40
- ▶ **Communication et information** 46

Environnement et résilience 54

- ▶ **Sciences exactes et naturelles** 55
- ▶ **Culture** 61
- ▶ **Communication et information** 66

Rétrospective..... 68

Chiffres clés

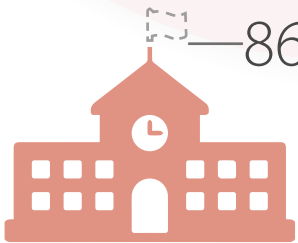
Éducation

595 657 

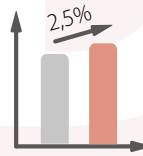
élèves sur toute l'étendue du territoire national allant du **pré-primaire** à l'enseignement **supérieur**.

Taux Brut de Scolarisation au premier cycle du secondaire reste élevé avec une moyenne de

86%



L'apparition des indicateurs supérieurs à 100%



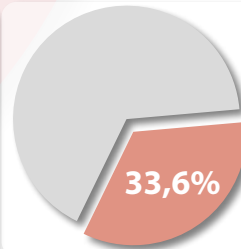
La **population scolarisable** au Gabon est estimée en 2018 à **872 266** contre **772 088** en 2013, soit un total d'accroissement moyen annuel de 2,5%



2 enfants sur 10 décrochent prématurément l'école au primaire sans acquérir les compétences nécessaires à une alphabétisation irréversible



Un enseignement supérieur tourné vers les filières **littéraires et sciences sociales**

50% les Lettres et Arts
18% les Sciences sociales, commerce et droit
15% la santé et protection sociale



33,6% **Chômage** des jeunes

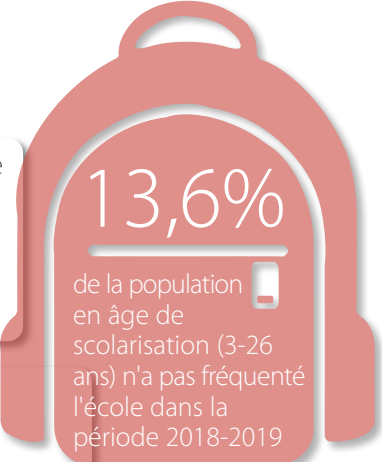
Les **violences** basées sur le **genre** sont à **28%** initiées principalement par **les enseignants**

25,6% par **les filles** 
15,2% par **les garçons** 

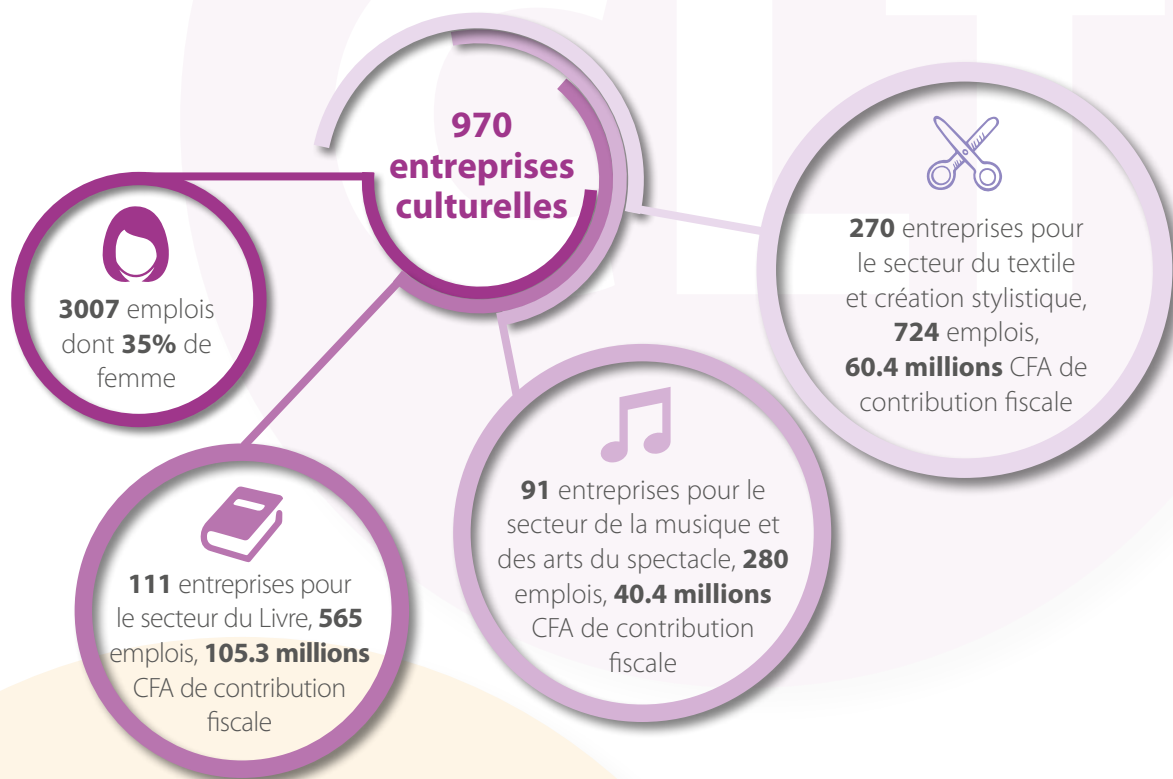
81% d'élèves-mères 

Un environnement scolaire également marqué par **la violence** et **les grossesses précoces**

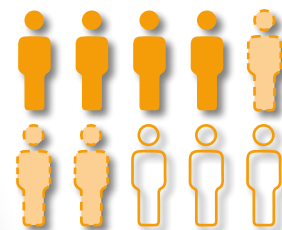
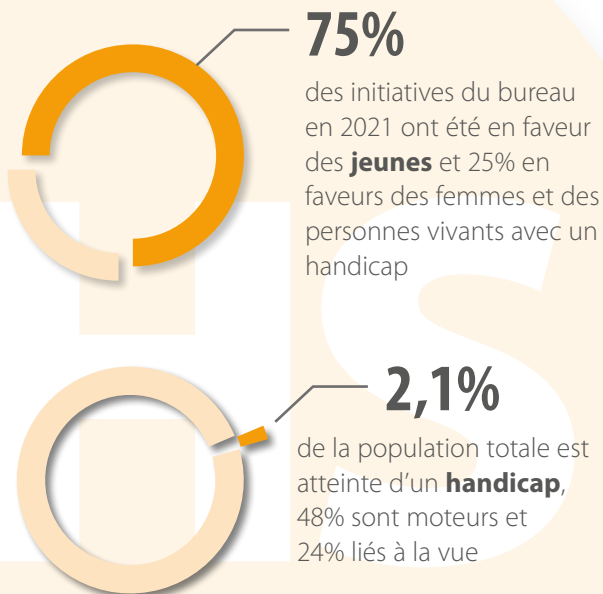
13,6%

de la population en âge de scolarisation (3-26 ans) n'a pas fréquenté l'école dans la période 2018-2019 

Culture



Sciences Humaines et Sociales



40 à 68% des jeunes femmes en situation de handicap sont victimes de **violence sexuelle** avant l'âge de 18 ans

Communication et Information

Quelques chiffres

- ▶ **+ de 20** Commissaires de police du Gabon sensibilisés sur les questions de liberté d'expression, d'accès à l'information et de sécurité des journalistes
- ▶ **+ de 20** organisations de jeunesse ont participé au projet de formation MIL Cliker pour acquérir des compétences dans le domaine de l'EMI, dont 35 % de jeunes filles
- ▶ **14** stations de radios communautaires ont renforcé leurs compétences en rédaction et déontologie
- ▶ **+ de 20** archivistes des structures sanitaires ont renforcé leur capacité pour une meilleure prise en charge des documents sur la Covid-19 et ceux spécifiques aux domaines de la santé et des prestations sociales
- ▶ **10** jeunes détenus de la prison centrale de Libreville ont été initiés à la programmation visuelle grâce au projet « youthmobile »

Statistique couverture réseau en janvier 2021

- ▶ **1,40 million** d'internautes
- ▶ Le taux de pénétration d'internet s'élevait à **62%**

Statistiques des médias sociaux pour le Gabon

- ▶ Le nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux a augmenté de **100 000** (+13%) entre 2020 et 2021

Communication et Information au Gabon

- ▶ Le coût de l'accès à internet a été **divisé par 10** depuis 2010, et le nombre d'abonnés a été **multiplié par 7** sur la même période
- ▶ Le Gabon : **premier pays** connecté aux TIC en Afrique centrale et de l'Ouest grâce à des investissements judicieux
- ▶ **0 journaliste tué** en 2021
- ▶ **0 journaliste citoyen tué** en 2021
- ▶ **0 collaborateur tué** en 2021
- ▶ **+ de 30** stations de radio permettent de couvrir 85% du territoire national

Science

+ de 50 professionnels ont
bénéficiés au renforcement de leurs
capacités dans le secteur de l'eau et
l'assainissement au Gabon

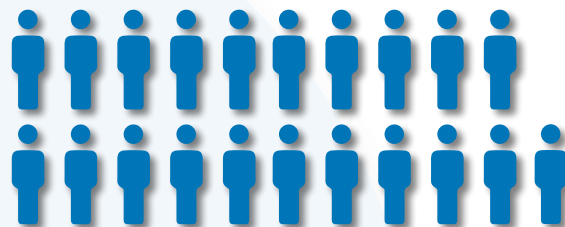


Renforcement des capacités des enseignants des sciences et des
élèves filles à l'approche STEM à Ntoum:

- ▶ **27** enseignants formés dont **6 femmes**
- ▶ **300** jeunes filles sensibilisées aux métiers de l'ingénierie



6 Femmes



21 Hommes

Message du Chef de Bureau et Représentant de l'UNESCO au Gabon



Avec cette édition 2021 du rapport annuel, je suis ravi de vous présenter les réalisations de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) au Gabon. Au début de l'année 2021, la Directrice Générale de l'UNESCO, Madame Audrey AZOULAY, m'a fait l'insigne honneur de me nommer, Chef de Bureau et Représentant par intérim au Gabon pour poursuivre les actions de l'Organisation dans le pays.

Depuis lors, et ce, malgré les restrictions liées à pandémie du COVID-19 et les incidences engendrées sur le plan d'action du Bureau de Libreville, aucun effort n'a été ménagé, pour accompagner le Gabon dans la mise en œuvre d'activités et de projets concourant à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), agenda mondial des Nations Unies pour un monde plus résilient et plus durable.

Je salue les efforts menés par toute l'équipe du Bureau de Libreville tout au long de cette année. Le travail accompli a, entre autres, permis l'inscription du Parc National de l'Ivindo, au patrimoine mondial de l'UNESCO; mais aussi l'élaboration du nouvel annuaire statistique du secteur de l'éducation qui est un véritable outil stratégique pour le pays. En 2021, 75 % de nos actions ont été en faveur des femmes; et 25 % pour les jeunes et les personnes en situation de handicap.

Ce rapport est aussi pour moi l'occasion de rendre hommage à M. Salah KHALED, Directeur du Bureau régional et M. Enzo FAZZINO ancien Représentant Résident de l'UNESCO au Gabon, pour l'excellence de leur travail et leurs qualités humaines qui m'ont permis de poursuivre les missions.

En effet, l'accompagnement de l'UNESCO au Gabon s'inscrit dans le cadre d'un plan dit Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD), dont le dernier court de 2018 à 2022 et s'articule autour de quatre thématiques : gouvernance, développement inclusif, croissance diversifiée et inclusive et durabilité environnementale.

C'est essentiellement autour de ces quatre groupes de résultats que je vous laisse découvrir notre action menée en 2021, c'est-à-dire, la contribution de chaque grand programme de l'Organisation (Éducation, Sciences humaines et sociales, Sciences naturelles et exactes, Culture et Communication et information) à la mise en œuvre du PNUAD.

Eric VOLI BI





Chutes du Parc national de l'Ivindo



Ngon ntang / Masque fang



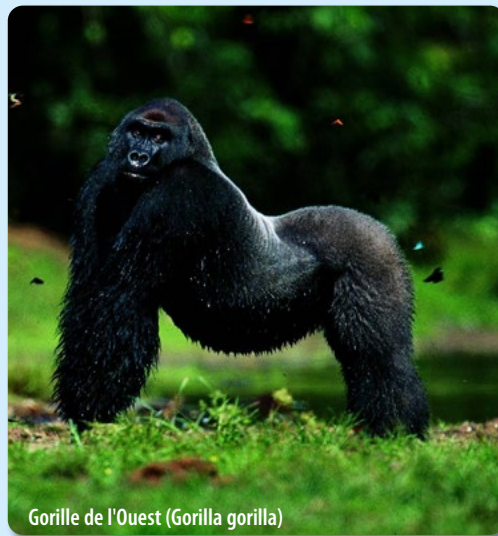
Kidumu / Masque téké



Moweï / Masque tsogo



Hyppotame du Parc national de l'Ivindo



Gorille de l'Ouest (Gorilla gorilla)



Captage CIM1 à Ntoum



Mukudji / Masque punu

unesco



S.E. ALI BONGO ONDIMBA

Président de la République gabonaise
Chef de l'Etat

- Discours prononcé lors de la célébration du 75^e anniversaire de l'UNESCO à Paris



COOPERATION GABON – UNESCO

75^{ème} anniversaire de l'UNESCO : le Président de la République Ali Bongo Ondimba participe à la 41^{ème} session de la Conférence générale

Le Président gabonais a salué la coopération entre le Gabon et l'UNESCO forte de six décennies lors de son allocution de circonstance : « C'est avec satisfaction que je note que mon pays connaît, depuis plus de six décennies, une coopération fructueuse avec l'UNESCO. Mes illustres prédécesseurs, les Présidents Léon Mba et Omar Bongo Ondimba, auxquels je voudrais rendre ici un hommage tout particulier, ont posé les jalons de cette coopération et mis en œuvre d'importants projets qui ont bénéficié de l'accompagnement multiforme de notre Organisation. » Il a indiqué sa satisfaction au sujet des différentes réussites de cette coopération, à l'instar de la récente inscription du Parc national de l'vindo sur la Liste du patrimoine mondial, symbole de l'engagement du Gabon dans la gestion durable de l'environnement.

Au cours de ces travaux, Madame Audrey Azoulay, Directeur Général sortante, a été reconduite pour un second mandat de quatre ans à la tête de l'Organisation.

Cette célébration du 75^{ème} anniversaire de l'UNESCO a coïncidé avec les 60 ans de coopération entre le Gabon et l'UNESCO.

Pour la circonstance, une exposition dévoilant diverses thématiques a été présentée au siège de l'Organisation, à Paris, le 16 novembre 2021.

Plus tôt, le 10 novembre 2021, dans le cadre du débat de politique générale, le Ministre de l'Éducation nationale, le Président de la Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO, le Pr. Patrick Mouguiama Daouda, a porté la voix du Gabon. Il est revenu sur des réussites antérieures en indiquant des pistes à prospecter dans le cadre de cette fructueuse coopération.



© UNESCO/C.ALIX

► 28 Chefs d'Etat et de Gouvernement ont célébré le 75^e anniversaire de l'UNESCO à Paris



DOMAINE THÉMATIQUE

1

GOUVERNANCE

2

**DÉVELOPPEMENT
INCLUSIF**

3

**CROISSANCE
DIVERSIFIÉE ET
INCLUSIVE**

4

**ENVIRONNEMENT
ET RÉSILIENCE**

► Figure de reliquaire / Kota-Mahongwé

Education

ED

Renforcement des capacités nationales pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de plans dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie

Le Gabon se dote d'un Annuaire statistique, après plus de 10 ans

Depuis 2006, le Gabon n'avait plus publié sa carte scolaire : données statistiques lui permettant de connaître le niveau de son offre éducative ainsi que les différents problèmes qui en découlent. Grâce au projet « Appui à la production des statistiques basiques et à l'élaboration du Plan Sectoriel de l'Éducation », le pays a présenté, en 2021, son nouvel Annuaire statistique du secteur de l'éducation et de la formation pour le compte de l'année académique 2018-2019.

L'UNESCO, en tant qu'agence spécialisée des Nations Unies pour l'éducation, a été mandatée par la communauté internationale, pour accompagner les États-membres dans la mise en œuvre du Cadre d'action 2030 relatif à l'ODD 4 qui vise à « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Ainsi par le biais de partenariats, d'orientations politiques, de renforcement des capacités, de suivi et de plaidoyer, l'UNESCO a été le chef de file de différents travaux ayant conduit à la production de cet annuaire.

Un annuaire statistique est un véritable outil stratégique qui offre aux décideurs et à l'ensemble des acteurs du système éducatif gabonais des informations fiables et à jour, utiles pour la prise de décision pour l'amélioration de la gestion et le pilotage du système éducatif.

Il révèle que l'offre d'éducation et de formation au Gabon est fortement dominée par le privé à tous les niveaux d'enseignement sauf dans l'alphabétisation. Le public représente juste 30 % de l'offre éducative. De même, la généralisation du préscolaire/pré-primaire n'est pas encore effective au Gabon, seuls 1 332 établissements du primaire disposent de classes pré-primaires sur un total de 1 767 soit 75 %.

Pour ce qui est des admissions, l'accès est relativement élevé en première année du primaire avec un taux d'admission de 92 % qui varie de 118 % dans l'Ogooué-Ivindo à 77 % dans la Nyanga. Cependant, cette valeur reste inférieure à celle de la majorité des pays de l'Afrique centrale dont la moyenne se situe à 129 %. Elles sont relativement élevées au premier cycle du secondaire



► Remise de l'Annuaire statistique au Premier Ministre, Chef de Gouvernement, Mme Christiane Ossouka Raponda



atteignant les 86 % comparé à ceux des pays de l'Afrique centrale dont la moyenne est de 53%. Il en est de même pour le taux brut d'admission au second cycle du secondaire, celui-ci est de 43 %, largement supérieur aux 29 % de la sous-région.

En revanche, le pays enregistre un taux de redoublement élevé dans les premières années et à tous les niveaux d'enseignement, avec des pourcentages de 17 % au primaire, 10 à 16 % au secondaire et 20 % dans l'enseignement technique et professionnel.

Ces données sont plus criardes au niveau du taux d'achèvement. 8 enfants sur 10 achèveront le cycle primaire et le premier cycle secondaire. Cependant, seuls 3 enfants accéderont au second cycle.

Par rapport à la dimension genre et démographie, il est à noter que des disparités géographiques persistent, alors qu'au niveau du genre et de la parité est atteinte, avec une légère avance pour les filles. 9 élèves sur 10 en milieu urbain ont accès à tous les niveaux d'enseignement. La moitié se trouvant dans l'Estuaire à l'exception de ceux de l'enseignement technique et professionnel. On observe par ailleurs que, les filles parachevè plus le cursus secondaire que le garçons.

Une autre donnée importante que met en avant cet annuaire est la qualité des enseignements, en l'occurrence le taux d'encadrement. Sur cet indicateur, le Gabon fait mieux par rapport aux autres pays de la sous région. Il présente à tous les niveaux d'enseignement, les meilleurs taux d'encadrement en ce qui concerne le nombre moyen d'élèves par classe en bon état et pour le nombre moyen d'élèves par enseignant.

Par contre, le nombre moyen d'élèves par manuel de lecture et de mathématique reste très inférieur à la valeur recommandée qui est de 1 élève par manuel de lecture, et 1 élève par manuel de mathématique. En effet, au Gabon on compte respectivement 5 élèves pour 1 manuel de lecture et de mathématique.

Il est à rappeler que le projet « Appui à la production des statistiques basiques et l'élaboration du Plan sectoriel de l'éducation » qui vise à améliorer la gouvernance, l'accès et la qualité de l'éducation et à favoriser une éducation plus inclusive et un apprentissage tout au long de la vie, a été lancé le 9 août 2018 par la signature du document

de programmation entre le Système des Nations Unies, représenté par l'UNESCO et le Ministère de l'Éducation nationale. Il comprend 3 grandes phases : la production de l'annuaire, la réalisation du diagnostic du secteur de l'éducation et de la formation, et l'élaboration du plan sectoriel.

Le projet est mis en œuvre sous le leadership du Ministère de l'Éducation nationale, avec l'appui technique de l'UNESCO et le soutien financier de la Banque mondiale, de l'Agence Française de Développement (AFD), de l'UNICEF et de l'UNFPA.

Sciences humaines et sociales



Renforcement de la formulation de politiques publiques dans les États membres sur la base de données scientifiques, de connaissances fondées sur les sciences humaines, de l'éthique et de cadres relatifs aux droits de l'homme.

Étude diagnostique et prospective de l'impact de la covid-19 sur la pauvreté en Afrique centrale

À la suite du MOST, le forum virtuel des ministres en charge du développement social des pays de l'Afrique centrale, une étude diagnostique et prospective de l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur la pauvreté en Afrique centrale a été conduite. Cette étude a été faite en vue de l'élaboration d'un programme sous-régional de lutte contre la pauvreté dans la perspective des agendas 2030 et 2063. Cette activité a permis d'identifier en particulier les conséquences économiques et sociales de la pandémie de la COVID-19 sur les populations vulnérables pour formuler des propositions de solutions politiques.

Réunion en ligne

FORUM EN LIGNE DES MINISTRES EN CHARGE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL DE L'AFRIQUE CENTRALE

Thème
Le défi de la pauvreté en Afrique centrale : quel impact de la pandémie de la COVID-19 et quelles stratégies ?

le 14 septembre 2020

Ⓞ 15 hr à 18 hr (Heures de Yaoundé GMT+1)
16 hr à 19 hr (Heure de Paris)

Communication et Information

CI

Les États membres consolident les normes et politiques concernant la liberté d'expression, notamment la liberté de la presse et le droit d'accès à l'information, en ligne et hors ligne, et renforcent la sécurité des journalistes par l'application du Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité.

Célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse

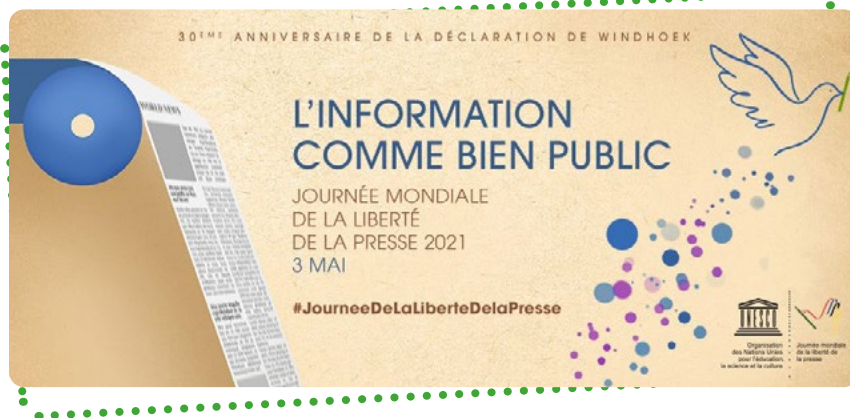
Avec l'arrivée de la pandémie de la Covid-19, la liberté d'expression a été réduite de façon drastique, et elle est devenue l'alibi par excellence pour museler et taire les voix dissonantes.

Pour qu'un journaliste soit précis et fiable, il a besoin d'enquêter, de croiser les informations, de poser des questions, etc. Malheureusement, sous certains cieux, effectuer ce travail est synonyme d'ennuis judiciaires, d'être taxé d'opposant, de se voir refuser des accréditations, et se retrouver au chômage ou simplement y perdre sa vie.

Proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1993, suivant la recommandation adoptée lors de la vingt-sixième session de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO) en 1991, la Journée de la liberté de la presse est aussi une réponse à l'appel de journalistes africains qui, en 1991, ont proclamé la Déclaration de Windhoek sur le pluralisme et l'indépendance des médias.

Pour rappel, la Déclaration de Windhoek appelle à établir, maintenir et encourager une presse indépendante, pluraliste et libre et souligne, en même temps, l'importance d'une presse libre pour le développement et le maintien de la démocratie dans une nation, ainsi que pour le développement économique.

« L'information comme bien public » est la thématique choisie cette année par l'UNESCO, afin de souligner la valeur incontestable d'une information vérifiée et fiable. Il rappelle l'attention sur le rôle essentiel que jouent les journalistes libres et professionnels dans la production et la diffusion de ces informations, en luttant contre les fausses informations et autres contenus préjudiciables.





► Célébration de la journée mondiale de la liberté de presse le 03 mai 2021
De la gauche vers la droite: Le Représentant Résident de l'Unesco au Gabon et auprès de la CEEAC,
la Ministre déléguée du Ministère de la Communication et de l'Economie numérique, le Ministre de
la Communication et de l'Economie numérique

DOMAINE THÉMATIQUE

1

GOVERNANCE

2

DÉVELOPPEMENT
INCLUSIF

3

CROISSANCE
DIVERSIFIÉE ET
INCLUSIVE

4

ENVIRONNEMENT
ET RÉSILIENCE



Education

ED

Politiques et planifications sectorielles : appui à l'élaboration/révision des stratégies sectorielles alignées à l'ODD4, leur mise en œuvre et leur suivi-évaluation

Vers une adéquation formation – emploi à l'Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM) et à l'Université Omar BONGO (UOB) à l'orée 2024

L'école gabonaise, notamment ses universités, fait face à plusieurs maux ces dernières années dont l'obsolescence des offres de formation engendrant une inadéquation formation-emploi.

En vue de résorber ce problème, l'UNESCO dans le cadre de la phase III du projet "Fonds-en-dépôt chinois (CFIT III)" financé par la République populaire de Chine, a retenu le Gabon comme l'un des bénéficiaires de cette phase.

Le projet CFIT UNESCO-CHINE a pour but d'améliorer la formation des enseignants pour combler le déficit de la qualité de l'éducation en Afrique. La phase III du projet CFIT contribuera à promouvoir des programmes d'études de qualité, des méthodes d'évaluation pertinentes, le renforcement des capacités institutionnelles et la gestion de l'information.

La Phase I s'est déroulée sur la période 2012-2016, au profit de huit pays : Congo, Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Éthiopie, Liberia, Namibie, Tanzanie et Ouganda.

Grâce à un financement supplémentaire du gouvernement chinois, la Phase II du projet a été lancée pour 2017 et 2018, ajoutant le Togo et la Zambie à ces derniers. Elle mettait à profit les réalisations de la Phase I pour améliorer les capacités des institutions nationales clés d'éducation/formation des enseignants afin qu'ils fournissent une éducation et une formation de qualité,

le renforcement des capacités institutionnelles et la gestion de l'information.

La phase III s'est ouverte, le 16 octobre 2019, par la signature d'un nouvel accord entre la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Audrey Azoulay, et S.E. M. Tian Xuejun, Vice-Ministre de l'Éducation de la République populaire de Chine. Elle couvre six pays : la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Sénégal, la République-Unie de Tanzanie, l'Ouganda et le Gabon dont les bénéficiaires directs sont l'Université des Sciences et Technologies de Masuku (USTM) et l'Université Omar Bongo (UOB).

À la suite de cette signature, les plans d'action 2021-2023 des deux universités élaborés avec l'appui de l'Organisation en tenant compte du contexte gabonais et de leurs spécificités, ont été présentés pour permettre la validation de la requête du Gabon. Ainsi, l'adéquation



► Signature de l'accord du projet "Fonds-en-dépôt-chinois" CFIT III

formation – emploi à l'USTM sera perceptible à partir de (1) la réalisation d'une analyse du marché du travail et l'utilisation des résultats obtenus par les établissements d'enseignement supérieur ; (2) l'examen des programmes d'enseignement des établissements de l'USTM (l'Ecole polytechnique de Masuku, la Faculté des sciences, l'Institut national d'agronomie et de biotechnologies) ; (3) le renforcement des capacités des enseignants-chercheurs et la mise en place de cadres d'évaluation axés sur les compétences (arrêté ministériel, révision règlement des études) ; (4) l'actualisation des programmes d'enseignement des établissements de l'USTM ; (5) la validation et adoption des nouveaux programmes de formation plus adaptés aux besoins du marché du travail lors du Forum USTM/Entreprise organisé à l'USTM et (6) la réalisation d'études de suivi des diplômés.

► Université des Sciences et Techniques de Masuku (USTM) bénéficiaire du projet CFIT



Le plan d'action de l'UOB se décline quant à lui en quatre points : (1) consultations des partenaires (de l'étude de marché) ; (2) évaluation des programmes d'enseignement ; (3) renforcement des capacités des enseignants-chercheurs dans le but de s'adapter aux nouvelles offres de formations/évaluation, écriture des curricula et (4) adoption du programme d'enseignement.

Il revient à présent aux points focaux des institutions sélectionnés de ne ménager aucun effort pour l'aboutissement du projet au niveau local.

ED

Renforcement des capacités nationales pour doter les apprenants des connaissances, des compétences, des valeurs et des comportements nécessaires pour vivre en bonne santé, promouvoir le développement durable et agir en tant que citoyens du monde responsables.

Amorce de l'intégration de l'Éducation Complète à la Sexualité dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels

L'Éducation complète à la sexualité (ECS), encore appelée Éducation à la Santé Sexuelle et de la Reproduction (ESSR), était jusque-là enseignée au pré-primaire, au primaire et à l'enseignement secondaire général. Cette année, à la suite du renforcement des capacités de l'équipe technique nationale, un atelier de formation des personnels d'encadrement pédagogique et des formateurs de formateurs de l'École normale supérieure de l'enseignement technique, a enclenché le processus

dans l'enseignement et la formation technique et professionnelle.

C'est ainsi que d'autres ateliers ont suivi: la formation des enseignants, des associations de parents d'élèves et des jeunes leaders. Tous menés dans le cadre de la mise en œuvre des « *Activités d'Information, Éducation et Communication sur les IST, le VIH/Sida et la santé sexuelle et reproductive des adolescent(e)s* »

du « Projet de Renforcement des Capacités pour l'Employabilité des jeunes et l'Amélioration de la Protection Sociale (RCEAPS) ». La mise en œuvre de ces activités vise à doter les élèves et les étudiants de compétences et de valeurs leur permettant de faire des choix responsables quant à leurs relations sexuelles et sociales dans un monde affecté par le VIH et la COVID-19. Il s'agit d'une prévention par l'éducation et la sensibilisation du VIH/SIDA, des grossesses précoces et/ou non désirées, de l'intimidation, de la discrimination et la violence de genre en milieu scolaire (VBGMS), de l'usage de drogues ainsi que la prévention à la Covid-19.

Les formations ont porté sur les différentes thématiques que recouvre l'Éducation Complète à la Sexualité (ECS) afin de donner aux enseignants de solides éléments de langage et les stratégies idoines pour développer les capacités des apprenants. Il ne s'agira donc pas de cours supplémentaires ni d'emmener les enseignants à dispenser un deuxième cours. *« Chaque enseignant restera dans sa discipline, mais devra intégrer des contenus d'ECS dans son cours. Par exemple, un enseignant de français abordera la thématique des grossesses précoces en grammaire, vocabulaire, expression orale, expression écrite et orthographe dans l'optique de sensibiliser les jeunes. Il en sera de même pour les enseignants de mathématiques, anglais, mécaniques et tous les autres »* a souligné Clarisse Anguezomo,

Engager le leadership du Gabon dans l'Éducation Complète à la Sexualité en Afrique

Dans l'optique de susciter l'engagement du Gabon au plus haut niveau à garantir pour tous les adolescents et tous les jeunes un accès aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et à l'éducation complète à la sexualité (ECS), le Bureau UNESCO, soutenu par la Coordination régionale de l'Éducation à la santé et au bien-être en Afrique de l'ouest et du centre, a appuyé

Inspectrice pédagogique en sciences de la vie et de la terre, experte nationale en ECS.

L'intégration de ces thématiques revêt un fort intérêt pour le Gabon dont la jeunesse fait face à de nombreux fléaux en tête desquelles les violences en milieu scolaire avec des proportions inquiétantes, suivi du phénomène de grossesses précoces (voir très précoces) et de la prévalence élevée du VIH chez les jeunes.

« Elle a un double intérêt, elle demande aux enseignants de voir les apprenants comme un tout qui doit embrasser non seulement des informations pédagogiques classiques mais aussi des informations liées à son identité, notamment par rapport à sexualité ; non pas en terme de rapports sexuels mais plutôt en termes de développement de personnalité, de rapport avec autrui et de projection vers l'âge adulte » révèle Wolfgang Ossavou Koumba, enseignant de français.

Mais parler de sexualité avec des jeunes, au Gabon, demeure un sujet sensible. *« En tant que parent et pédagogue, c'était au départ difficile d'entrer dans la dynamique du projet mais au fur et à mesure j'ai été emballée. Parce qu'on voit dans le pays, de plus en plus, des jeunes filles enceintes très jeunes, à 9 ans, à 11 ans. De plus, au regard de la prolifération des IST/VIH, nous ne pouvons qu'adhérer au projet pour sauver la vie de nos enfants, l'avenir de notre pays »* a rétorqué Rosalie Nsi Bé, Chef de département pédagogie appliquée à l'ENSET.

le gouvernement dans la mobilisation, du 27 au 29 avril 2021, de l'OMS, l'UNFPA, l'ONUSIDA, la CEEAC, des réseaux de jeunes et des organisations de la société civile pour recueillir leurs recommandations de fond afin de renforcer l'éducation complète à la sexualité et les services de santé sexuelle et de la reproduction (SSR).

- Vue des officiels lors de cérémonie de lancement de la Consultation nationale des parties prenantes pour l'Éducation à la Santé Sexuelle et de la Reproduction



La cérémonie de Libreville a vu la participation du Ministre de l'Éducation nationale, du Ministre des Affaires sociales et des droits de la femme et des Représentants de l'UNESCO, l'UNFPA, l'OMS, l'UNICE et l'ONUSIDA. Cette forte présence des hauts dirigeants témoigne de l'intérêt que les autorités accordent au processus.

En octobre 2015, des Représentants des ministères de la santé et de l'éducation, des organisations et réseaux de jeunes, de la société civile et des organisations des Nations Unies de 17 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) ont exprimé la nécessité d'un engagement régional de haut niveau pour garantir à tous les adolescents et les jeunes un accès aux services de santé sexuelle et reproductive (SSR) et à l'éducation complète à la sexualité (ECS). Ils ont également exprimé ce besoin en incluant une recommandation spécifique dans l'Appel à l'action de Dakar.

Un peu plus tard, en 2018, les mêmes Représentants, mais cette fois-ci de 22 pays, ont convenu d'une feuille de route pour l'engagement de l'AOC, qui prévoit des consultations au niveau national comme une étape essentielle du processus précité (Conférence d'Abidjan).

La consultation de Libreville a permis de : (1) examiner et valider les données et les conclusions du pays sur la situation des adolescents et des jeunes en ce qui concerne les grossesses des adolescentes, le mariage des enfants, le VIH, les VBG et l'éducation ; (2) proposer des recommandations pour répondre aux besoins des adolescents et des jeunes en termes d'accès à une éducation à la sexualité de qualité et aux services de SSR, de prévention des VBG et de protection au niveau national ; (3) proposer des messages clés pour la formulation de l'engagement régional de haut niveau et (4) élaborer une feuille de route pour l'engagement des parties prenantes dans le processus d'engagement au niveau national, tout au long du développement, de la promotion, de la mise en œuvre ainsi que dans le suivi et l'évaluation.

Cet atelier a été aussi l'occasion d'apporter à la communauté éducative du Gabon, les clarifications nécessaires sur les orientations, buts et objectifs de l'éducation complète à la sexualité et les résultats déjà obtenus dans le domaine.

Le rôle de coordination de l'UNESCO continuera jusqu'à l'obtention du résultat final: améliorer la sensibilisation, fournir un cadre politique pour renforcer l'élargissement des programmes nationaux d'éducation à la sexualité.

Sciences humaines et sociales

SHS

Possibilité offerte aux jeunes d'agir, du niveau local au niveau mondial, pour relever les défis sociétaux et consolider la paix.

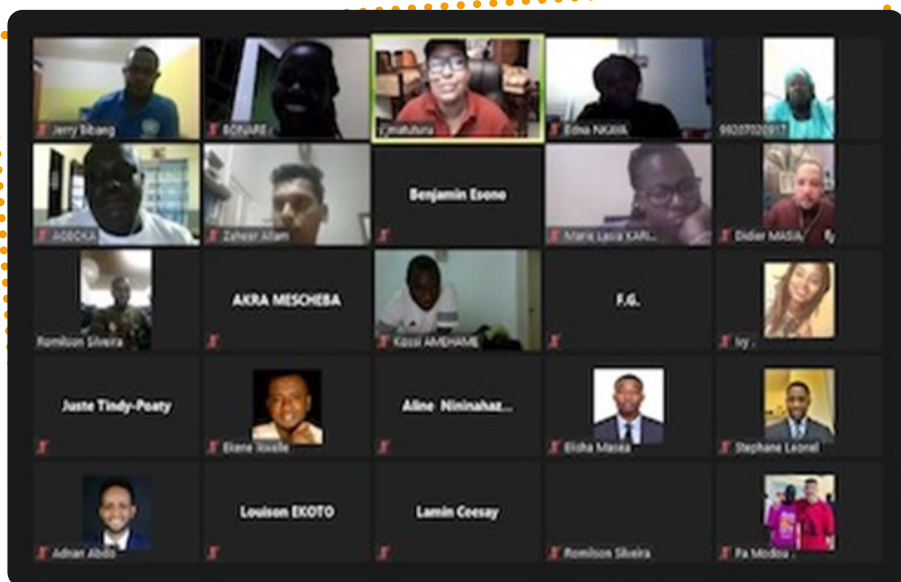
Appui à l'organisation de l'Assemblée générale du Réseau Panafricain des Jeunes pour la Culture de la Paix (PAYNCOP)

L'UNESCO a appuyé l'organisation de l'Assemblée générale ordinaire du PAYNCOP qui s'est tenue du 10 au 11 avril 2021, par vidéo conférence. Cette rencontre, qui a regroupé une quarantaine de participants, originaires de différents pays africains, a permis au PAYNCOP de renouveler son Conseil d'administration, organe exécutif du réseau.

La nouvelle équipe est composée d'un Président, Romilson de B. E. SILVEIRA, originaire de Sao-Tomé, d'un Vice-président, Yannick AGBOKA KOFFI, originaire du Togo, d'un Secrétaire permanent, Jerry BIBANG, gabonais, de neuf Coordonnateurs régionaux ainsi qu'un Représentants de la diaspora.

En marge du renouvellement de l'équipe dirigeante, les participants se sont également penchés sur différents points, notamment le bilan des activités, les défis et difficultés avant de dégager des perspectives pour la bonne marche de l'organisation. S'agissant du bilan des activités, les régions Afrique Centrale, Afrique du Nord et Afrique de l'Ouest ont présenté leurs travaux qui ont été appréciés par l'assistance.

Au titre des défis et difficultés, on note la reconnaissance juridique des différentes coordinations nationales afin de donner au PAYNCOP un statut officiel d'organisation internationale. Mais aussi, l'autonomisation économique de l'organisation qui passe essentiellement par deux principaux moyens : les cotisations des coordonnateurs membres et la mobilisation des financements auprès des partenaires.



► Conférence en ligne - Assemblée générale ordinaire du PAYNCOP

Les compétences des jeunes mises en avant malgré la Covid-19



► Les étudiants de l'Académie Franco-Américaine de Management prenant part aux échanges lors de la " journée mondiale des compétences des jeunes"

Dans l'optique d'aider les jeunes à mieux faire face aux nouveaux défis engendrés par la Covid-19, deux

Promotion de la culture de la paix et lutte contre les violences en milieu scolaire

Éradiquer les violences de toute sorte en milieu scolaire et faire germer dans l'esprit des adolescents et des jeunes, les principes d'une culture la paix quotidienne, est l'objet du projet de sensibilisation et de formation sur la culture de la paix et la lutte contre les violences en milieu scolaire. Le projet a été lancé le 17 juin 2021, au Complexe scolaire Jean Hilaire Aubame Eyeghe, par la coordination nationale du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix (PAYNCOP Gabon).

Le Gabon, depuis quelques années, fait face au phénomène des violences en milieu scolaire avec des

tables rondes ont été organisées au Gabon sur les compétences qui se révèlent primordiales pour eux après la pandémie en vue de maintenir des vies dans une paix certaine et durable.

Ces rencontres ont été donc l'occasion d'apprécier les différentes capacités et compétences, ainsi que de s'en inspirer pour co-construire l'après pandémie. Plus spécifiquement, les discussions ont abouti à une réflexion sur le développement d'outils innovants de mécanisme de socialisation, et d'insertion socio-professionnelle pour vaincre le chômage. Ce combat contre le chômage passe par l'acquisition multiforme des connaissances et des compétences afin de briser les stéréotypes. « *Nul besoin d'aller se former en entrepreneuriat pour être riche* » va mentionner un panéliste, « *puisque beaucoup de milliardaires même jeunes le sont devenus par l'association de la volonté et de la rigueur* ». L'entrepreneuriat, le vivre-ensemble et la paix, n'ont pas forcément besoin de s'étudier dans les écoles et dans les manuels pour s'exercer.

proportions inquiétantes. Selon la stratégie nationale de renforcement de la réponse aux violences en milieu



► Photo de famille des élèves du Complexe scolaire Jean Hilaire Aubame Eyeghe avec des organisateurs à l'issu de la campagne de sensibilisation

scolaire au Gabon, l'ampleur des violences perpétrées dans l'environnement scolaire varie significativement selon le statut et le sexe de l'individu. L'étude réalisée en 2019 par le Gouvernement en partenariat avec l'UNICEF a montré de façon générale, que les actes de violences physiques que subissent les acteurs du système éducatif, notamment les élèves, sont de 40,2%. De l'analyse spatiale de la prévalence des violences physiques, il ressort que 59,4% des acteurs du système éducatif sont victimes de cette forme de violence quel que soit le groupe d'appartenance. Aussi, pour les violences sexuelles, l'enquête montre qu'elles sont bien plus élevées au secondaire qu'au primaire, quel que soit le statut des victimes (élèves, enseignants, personnels administratifs).

Dans l'optique de contribuer à la construction de la paix dans l'esprit des jeunes filles et garçons scolarisés au Gabon, la coordination du PAYNCOP Gabon a initié

le projet de promotion de la culture de la paix et lutte contre la violence en milieu scolaire qui bénéficie de l'appui technique de l'UNESCO.

L'UNESCO appuie le PAYNCOP Gabon dans la mise en œuvre de ce projet en lui proposant des modules de formation sur la culture de la paix spécifiques aux élèves, aux personnels d'encadrement et éventuellement aux parents d'élèves. Ces modules permettront de former les élèves, qui deviendront des pairs éducateurs; puis, s'en suivra la formation du personnel d'encadrement et enfin celle des parents d'élèves.

En définitif, un club de jeunes défenseurs de la paix pour consolider les acquis sera créé dans le Complexe scolaire Jean Hilaire Aubame Eyeghe comme phase test du projet, avant son implémentation dans d'autres établissements scolaires.



► Les élèves du complexe scolaire Jean Hilaire Aubame Eyeghe prenant part à une formation sur la culture de la paix, et lutte contre les violences en milieu scolaire



► Vue des officiels au sortir de l'atelier "Les jeunes, Tisserands de la paix"

Lancement de l'antenne Oyem du projet

« Les jeunes, tisserands de la paix dans les régions transfrontalières du Cameroun, du Gabon et du Tchad ».

Après la signature de différents accords qui visaient à crédibiliser le projet, cette année l'antenne basée à Oyem, ville du nord du Gabon retenue pour abriter le projet, a officiellement ouvert ses portes.

Cette ouverture a permis le démarrage de plusieurs activités dans les pays concernés par le projet à savoir : le Gabon, le Cameroun et le Tchad. Puis, s'en est suivi le recrutement et le déploiement de l'équipe, de la logistique et des équipements. L'antenne a également procédé à l'élaboration de ses stratégies opérationnelles et à la mise en place de partenariats stratégiques et opérationnels.

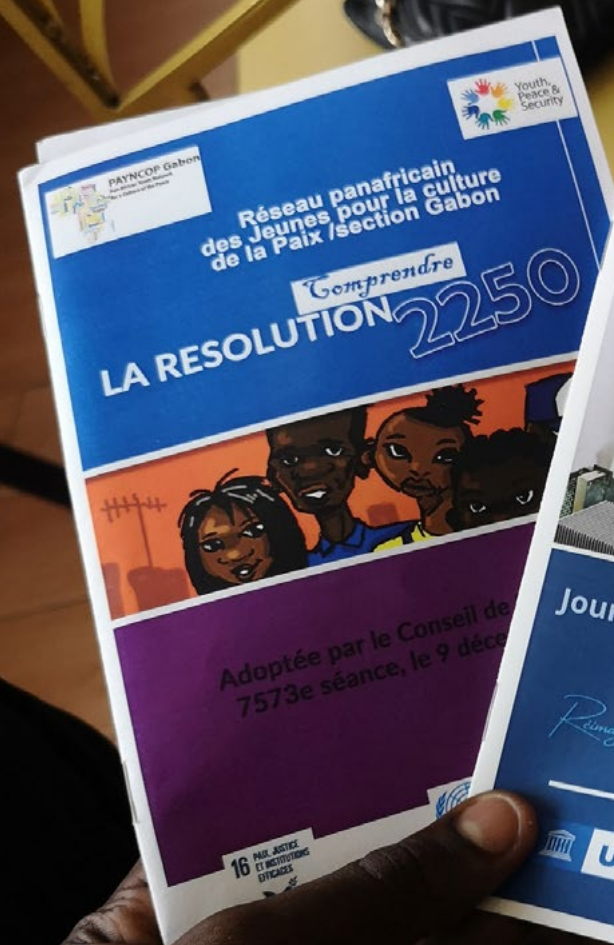
La mise en place des instances de gouvernance du projet (Comité d'Orientation et de Concertation transfrontalier et le Comité technique et de suivi) a été engagée avec en prime l'élaboration des modalités de fonctionnement des deux instances et la préparation de la documentation pour leurs premières réunions. Le partenariat a été formalisé avec Whitaker Peace and Development Initiative (WPDI) pour le volet entrepreneuriat social, suivi d'une réunion de cadrage et de planification entre ce partenaire et la coordination du projet. La note de cadrage et de la stratégie, le manuel de formation et le calendrier général du volet entrepreneuriat social sont désormais finalisés.

Les modalités de contractualisation sont en cours de finalisation avec le PAYNCOP. Une séance de travail réunissant UNESCO, ONUDC, le Bureau de la coordination UN Gabon, UNOCA et le point focal du MARAC a été tenue en vue de cerner d'une part les contours du mécanisme au lendemain de la Réforme de la CEEAC (y compris les enjeux du partenariat, l'ancrage institutionnel du projet au sein de l'institution) et d'autre part, le dispositif et les grands axes de la collaboration dans le cadre du projet ainsi que les résultats attendus.

La stratégie d'identification et de sélection des tisserands de la paix a été finalisée ainsi que les critères de recrutement des potentiels porteurs d'entreprises sociales à base communautaire. Une base de données des tisserands de la paix a été mise en place ; le curriculum de formation des formateurs et des tisserands de la paix a été élaboré et validé ; ainsi que le plan de suivi-évaluation et le plan de communication et de visibilité produits. Une session de renforcement des capacités sur la gestion axée sur les résultats a été organisée en ligne et en présentiel au profit de toute l'équipe du projet et élargie à ONUDC et PAYNCOP, dans l'optique d'une mise en œuvre et d'un suivi efficaces du projet.

En attendant la note du Gouvernement sur l'implémentation du projet, les conditions sont réunies pour le démarrage effectif des activités opérationnelles au Gabon, à l'exemple des deux autres pays où la mise en œuvre a commencé, avec des résultats tangibles déjà enregistrés.

Le projet « Les Tisserands de la paix » vise à mettre en place un réseau de 1 800 jeunes tisserands de la paix (dont 250 au Gabon) pour les rendre acteurs dans la consolidation de la paix dans les régions transfrontalières des trois pays et la prévention de l'instabilité liée, notamment, aux trafics illicites. Il assure également l'accompagnement de 160 jeunes porteurs de projets d'entreprises sociales (dont 30 au Gabon). Au Gabon, le projet est principalement axé sur la participation des jeunes à la préservation de la paix et la prévention des crises, mais aussi à leur autonomisation socio-économique.





► **Vue des officiels lors de l'atelier de présentation, d'amendement et d'adoption des termes de référence relatifs à la révision de la politique nationale de la jeunesse du Gabon.**
De gauche à droite: Le Commandant adjoint du Prytanée Militaire de Libreville, le Représentant résident de l'Organisation Internationale de la Francophonie, le Représentant de l'UNESCO au Gabon et auprès de la CEEAC, le Secrétaire général du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Vers la révision de la politique nationale de la jeunesse du Gabon

Dix ans après l'adoption de la Politique nationale de la jeunesse du Gabon, l'UNESCO a accompagné le Gouvernement gabonais dans l'organisation d'un atelier dédié. Ce dernier avait plusieurs objectifs: la présentation de l'amendement, l'adoption des Termes De Référence (TDR) de la révision de cette politique, et ceux relatifs au recrutement d'un consultant. Sur la base de documents de travail transmis quelques jours avant l'atelier, les jeunes ont su apprécier et suggérer des amendements en vue d'harmoniser la Politique nationale de la jeunesse du Gabon à leurs aspirations, réalités et besoins du moment, surtout marqué par un contexte sanitaire particulier.

L'ensemble des recommandations issues de ces échanges a été compilé par un secrétariat technique sous la supervision de la Direction générale de la jeunesse et des activités socio-éducatives, qui s'est chargée de la production d'un rapport final. Il fait état de la présentation et de l'adoption de la feuille de route de la mise en œuvre du projet de révision de la Politique nationale de la jeunesse du Gabon.

► **Vue des participants à l'atelier**





► Geste symbolique du Représentant résident de l'UNESCO au Gabon et auprès de la CEEAC, M. Eric VOLI BI, marquant le lancement des activités socio-éducatives au Centre d'accueil des personnes en difficultés sociales

Appui au lancement des activités d'animation socio-éducatives, pédagogique et de loisirs dans les centres d'accueil des personnes en difficultés sociales

Dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la jeunesse sous le thème « transformer les systèmes alimentaires : les innovations des jeunes pour la santé humaine et celle de notre planète », le Bureau a co-organisé plusieurs activités socio-éducatives, pédagogiques et de loisirs au Centre d'accueil des personnes en difficultés sociales, notamment un atelier d'initiation à la pratique de l'agriculture.

À la suite des activités agricoles, les pensionnaires du centre d'accueil ont fait du bricolage, des excursions et des visites guidées. Enfin, ils ont bénéficié de diverses activités pédagogiques. Celles-ci s'articulent sur les questions de santé sexuelle et reproductive, violences basées sur le genre, secourisme, droit sur la protection de petite enfance, micro-projet.

Célébrée le 12 août de chaque année par la communauté internationale, la Journée internationale de la jeunesse promeut l'engagement citoyen des jeunes pour une société inclusive et durable. Par le biais de l'éducation, de l'engagement, de l'innovation et des solutions entrepreneuriales des jeunes, la Journée internationale de la jeunesse vise cette année à fournir une plateforme pour les jeunes afin de poursuivre la dynamique de leur résilience face à la Covid-19. Les festivités du Gabon se sont ouvertes, le 26 août, au Prytanée militaire de Libreville, avec l'atelier de présentation, d'amendement et d'adoption des termes de références (TDR) de la révision de la Politique nationale de la jeunesse du Gabon et des termes de références de recrutement du consultant, comme activité principale.

Les innovations des jeunes pour la santé humaine et celle de notre planète

► Mot de circonstance du porte-parole des jeunes lors d'une conférence-débat



de l'Environnement, chargé du Plan climat et du Plan d'affectation des terres) dans l'optique de faire bénéficier et d'impliquer les jeunes dans les principales initiatives de ces entités institutionnelles. Cette démarche visait également à lancer une réflexion orientée sur ce que pourrait être les innovations des jeunes en matière de santé humaine et celle de notre planète.

Ces échanges ont également permis de mettre la lumière sur les difficultés rencontrées par ces administrations dans le déploiement de leurs activités, surtout celles orientées vers les jeunes. La conjugaison des efforts de l'ensemble des parties prenantes apparaît comme une solution au développement de la chaîne des valeurs agricoles, mais aussi, la nécessité pour les jeunes acteurs du développement économique du pays, de s'impliquer dans le domaine de l'agriculture afin d'impacter par leurs innovations les systèmes alimentaires.

Sous forme d'une conférence-débat aux allures d'un dialogue intergénérationnel, ces échanges ont permis l'élaboration d'un contrat tacite de partenariat entre les jeunes et les départements ministériels représentés (Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Pêche et de l'Alimentation ; Ministère de la Santé, Ministère des Eaux et Forêts, de la Mer,



► Vue des participants à la conférence-débat



► Les étudiants de l'Académie Franco-Américaine de Management présentant la bibliothèque numérique de leur établissement

Initiatives des organisations et mouvements de jeunesse pour faire face à la Covid-19

L'UNESCO a organisé une exposition sur les initiatives des organisations et mouvements de jeunesse pour faire face à la Covid-19. Cette activité a permis aux jeunes de montrer au monde entier, non seulement qu'ils continuent d'être créatifs malgré la crise sanitaire due à la Covid-19, mais aussi qu'ils trouvent en cette pandémie l'opportunité de réimaginer leurs compétences. Cette exposition a eu lieu le 26 août et le 23 juillet 2021.

Gwenaelle Simbi, par exemple, a présenté son concept de « Clinique de mes finances ». Il s'agit d'un coaching financier qu'elle propose au public afin d'acquérir des compétences qui leur permettent de savoir comment gérer efficacement leur revenu, comment multiplier leur revenu, comment sortir du surendettement et comment devenir millionnaire. Le concept est né en France, au sein de son ONG Finance Solide qui œuvre sur l'ensemble des questions de sensibilisation sur la résilience économique et d'intelligence financière.

La PME gabonaise, SITEX s'est également démarquée par son offre de produits fabriqués à partir du textile et plastique recyclé. Pleinement engagée dans la lutte

contre le réchauffement climatique et la protection de l'environnement, elle fabrique des objets décoratifs tels que des pots de fleurs et des lampes murales. L'ensemble des matériaux (textiles et tuyaux pvc) sont recyclés et remis dans le circuit sous une forme nouvelle grâce à des procédés spécifiques dont SITEX détient les compétences.

Les étudiants de l'Académie Franco-Américaine de Management (AFRAM) ont, quant à eux, proposé un prototype de bibliothèque numérique bon marché. Le projet tire son innovation sur trois axes principaux : sa singularité, l'usage du numérique et sa politique de coût. Cette bibliothèque se présente sous forme d'application qui permet de consulter des ouvrages de n'importe où et à tout moment. Composée de plusieurs œuvres de toute nature (livres, romans, articles scientifiques, mémoires de recherche...) issus d'auteurs nationaux et internationaux, la dernière innovation est le coût. Ils ambitionnent d'offrir leurs différents ouvrages à 1 euro seulement soit 655,59 FCFA en utilisant le mobile Banking (Airtel money et Moov money) : le mode de paiement le plus utilisé dans le pays.

Vulgarisation des initiatives de l'UNESCO en matière de promotion de la cohésion nationale au Gabon

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la Paix sur le thème, « *se relever, pour un monde plus équitable et durable* », une capsule vidéo de l'ensemble des initiatives de l'UNESCO au Gabon en matière de sciences humaines et sociales contribuant activement à la cohésion nationale, a été réalisée. Cette vidéo sensibilisatrice a permis d'alimenter les réseaux sociaux pour vulgariser auprès de cette communauté en ligne, les actions fortes de l'organisation souvent mal connues par certains.

Cette action, qui a eu un fort écho, notamment auprès des jeunes, a été massivement relayée en ligne. Pour rappel, cette initiative a répondu à l'appel lancé par l'organisation des Nations Unies qui invitait à célébrer la paix en agissant à tous les niveaux y compris en ligne en partageant des initiatives fortes et inspirantes.

Sachant que la culture de la paix est un enjeu prégnant pour l'UNESCO depuis sa création en 1945, le Bureau de l'organisation au Gabon contribue activement à construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes. Il se mobilise depuis son établissement en 1998, pour accroître l'implication des jeunes et des femmes à l'engagement civique et la promotion d'une culture de la paix.

Parmi les initiatives soutenues :

- ▶ Le réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix créé en décembre 2014 ;
- ▶ Le réseau des femmes panafricaines pour une culture de la paix créé en juin 2018 ;
- ▶ Le projet des jeunes tisserands de la paix dans les régions transfrontalières du Gabon, Cameroun et Tchad qui cible 100 000 bénéficiaires directs et indirects ;
- ▶ La campagne des jeunes pour la promotion de la culture de la paix « Des mots différents, une seule langue : la paix ! » ;
- ▶ Les formations en prévention des conflits ;
- ▶ L'application numérique Africa4peace ;
- ▶ L'entrepreneuriat social des jeunes au service de la paix et du développement.





- ▶ Géraldine Robert (influenceuse) et quelques membres du Bureau de l'UNESCO à Libreville participant à la campagne de sensibilisation de lutte contre le cancer féminin dans le cadre d'Octobre Rose.

DOMAINE THÉMATIQUE



1

GOVERNANCE

2

DÉVELOPPEMENT
INCLUSIF

3

**CROISSANCE
DIVERSIFIÉE ET
INCLUSIVE**

4

ENVIRONNEMENT
ET RÉSILIENCE

Sciences humaines et sociales

SHS

Plaider auprès des États membres pour réaliser des sociétés inclusives, durables et pacifiques.

Journée mondiale de sensibilisation à l'albinisme : l'UNESCO en soutien

L'UNESCO en partenariat avec la CITIBANK et l'ALBA (Association de lutte pour le bien-être des albinos), a organisé des activités de sensibilisation à l'occasion de la célébration, en différé au Gabon, de la Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme du 13 juin. Ces activités visaient à attirer l'attention sur cette particularité génétique héréditaire qui vaut pour les personnes qui en sont atteintes d'être victimes de discrimination et de stigmatisation.

Au regard de toutes ces ségrégations, le thème de cette année était : « *Forts, envers et contre tous* », afin de renforcer la sensibilisation et la communication, et de susciter davantage une prise de conscience de l'opinion à l'égard de la communauté des albinos estimée à 400 personnes au Gabon.

Pour la présidente de l'ALBA, Dr. Stéphanie Ntsame : « *l'albinisme est une anomalie génétique qui a pour conséquence un manque de couleur de la peau, des cheveux et des yeux. Il ne se contamine pas d'une personne à une autre. On le reçoit des parents. Le problème de l'albinos est qu'il voit mal. Il ne supporte pas le soleil. Il*

se brûle au soleil, vieillit vite et sa peau se gaspille s'il est trop exposé au soleil ».

C'est en réponse à l'appel de l'Assemblée générale des Nations Unies, que l'UNESCO a décidé de commémorer chaque année, cette journée dans le but de sensibiliser le grand public aux discriminations et stigmatisations subies par les personnes atteintes d'albinisme et de s'attaquer à leurs causes pour leur permettre de vivre dans la dignité et dans la prospérité.



► Photo de famille du Représentant résident de l'UNESCO au Gabon et auprès de la CEEAC avec les membres de l'association ALBA et leur Présidente

L'UNESCO vise donc à attirer l'attention sur cette particularité génétique héréditaire et souhaite favoriser le respect des droits des personnes atteintes d'albinisme,

à la justice sociale, et à l'égalité afin de les laisser exercer leurs droits et d'être des citoyens à part entière.

Droits et devoirs des enfants, violences juvéniles et lutte contre la Covid-19 : le rôle de l'UNESCO

L'UNESCO a co-organisé la Journée mondiale de l'enfance, sur le thème « *un avenir meilleur pour chaque enfant* ». Cette journée a permis l'organisation d'activités récréatives, socio-éducatives et culturelles (tournois de basket-ball, de football, course de 30 mètres, devinettes...).

L'objectif global de cette initiative était entre autres de témoigner aux enfants toute notre attention et de donner à ces derniers la liberté de s'exprimer. L'occasion était également donnée de sensibiliser les plus petits, sur leurs droits et devoirs, dans la lutte contre la Covid-19 et face aux violences juvéniles.

Pour rappel, la Journée mondiale de l'enfance a été créée en 1954 et est célébrée chaque année le 20 novembre afin de promouvoir le respect et les droits des enfants. C'est aussi, la journée anniversaire de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE), adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations Unies. Chaque année, partout dans le monde, cette journée est l'occasion pour les enfants et les jeunes de prendre le pouvoir et de colorer le monde en bleu, afin de faire respecter leurs droits !



► Photo de famille de l'équipe de basket lors des activités récréatives socio-éducatives



Octobre Rose : sensibilisation sur les cancers féminins, l'UNESCO s'engage

Octobre Rose est une campagne annuelle de communication destinée à sensibiliser au dépistage du cancer du sein. Le symbole de cet événement est le ruban rose. La couleur rose a été choisie, car elle est "une couleur féminine, douce et joyeuse, qui évoque la bonne santé, tout ce que ce cancer n'est pas", comme le souligne l'association Breast Cancer Action. Le ruban rose est devenu aujourd'hui le symbole international de la lutte contre le cancer du sein.

Organisée chaque mois d'octobre, cette campagne a pour but d'accroître la sensibilisation à la maladie et de recueillir des fonds pour la recherche. Elle a été instaurée en 1985. Depuis cette date, le mois de la sensibilisation au cancer du sein est une campagne internationale annuelle sur la santé. Elle commence le 1er octobre et se termine le 31 octobre de chaque année.

Elle est organisée par différents organismes de bienfaisance sur le cancer du sein. La campagne informe et sensibilise notamment sur l'importance du dépistage précoce et le suivi médical régulier à partir d'un certain âge. Elle promeut les recommandations de la Haute Autorité de Santé (HAS).

À l'échelle du Gabon, la campagne Octobre Rose est largement répandue et trouve un écho surtout auprès de la principale cible. C'est dans cette dynamique que le Bureau de l'UNESCO à Libreville et l'ancienne championne de basket gabonaise, Géraldine Robert, se sont joints à cet effort en réalisant un spot de sensibilisation pour inciter les femmes à se faire massivement dépister (spot médiatique) visant à sensibiliser et éduquer le grand public sur les enjeux de cette maladie et surtout incitant les femmes à se faire massivement dépister pour prévenir tous types de cancers féminins et en particulier le cancer de sein.

Culture



Des politiques et mesures pour promouvoir la diversité des expressions culturelles sont conçues et mises en œuvre par les États membres en particulier à travers la mise en œuvre de la convention 2005.

L'UNESCO offre au monde un spectacle « Gabao jazz »

À l'occasion de la 10^e édition de la Journée internationale du Jazz, plusieurs pays de la CEEAC se sont unis pour une célébration conjointe au travers de concerts avec des artistes fusionnant musique traditionnelle et jazz. Au Gabon, c'est le « Gabao jazz » qui a été offert aux internautes, dans la soirée du 30 avril 2021.

Ce spectacle de Libreville s'inscrit également dans le cadre du mouvement "Résiliart" ou la résilience des artistes en temps de COVID-19. La vision ce mouvement étant de donner à la créativité une opportunité de s'exprimer malgré la crise sanitaire.

Cette performance, portée par Naneth et Joël ZE, a fait voyager le public à travers plusieurs sonorités culturelles et linguistiques: en anglais, français, fang et ipunu (langues du Gabon).

À travers le titre *A yem*, en fang (« s'accrocher » en français), Naneth interpelle sur la nécessité d'aimer l'autre d'un amour passionnel, de s'accrocher à cet amour et de ne pas écouter les « *kongossa* », expression gabonaise pour dire ragot. Dans un duo avec Joël Ze, le tandem interprète le titre *Fili* dérivé de l'anglais *free*: un encouragement à la recherche de la liberté spirituelle, et l'opportunité d'explorer le chemin de la spiritualité et de la connaissance. Le concert s'est achevé avec le titre *Nganga*, chant du terroir punu qui

exprime la réjouissance notamment lorsqu'on célèbre un événement heureux. Le nganga, le devin, va porter ses attributs et va s'exprimer.

Le Gabon, en compagnie d'autres pays de l'Afrique centrale, notamment l'Angola, le Cameroun, le Congo, la RDC et le Tchad a également participé, à la table ronde régionale qui a ouvert les festivités. Cette réunion en ligne a porté sur (1) le rôle du jazz dans la culture de la paix et (2) la rumba congolaise patrimoine immatériel de l'humanité.

Le jazz est bien plus que de la musique, c'est un message universel de paix, un symbole d'unité, de diversité et d'échanges interculturels.



► L'artiste Naneth sur scène pendant la Journée International du Jazz

« *Du jazz, nous devons aussi retenir cette force de l'improvisation qui surmonte tous les obstacles et permet à une tradition de se renouveler sans cesse, sans se perdre. Alors qu'une crise multiple souligne l'urgence de réinventer nos sociétés ainsi que notre rapport au monde et à l'autre, la souplesse, l'audace et l'optimisme du jazz peuvent nous inspirer pour célébrer (...) une nouvelle aube, un nouveau jour* », a souligné Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO, dans son message à

l'occasion de cette édition de la Journée internationale du Jazz.

Proclamée en 2011, la Journée internationale du jazz rassemble chaque année des pays et des communautés du monde entier pour célébrer le jazz et le rôle que ce genre musical joue dans l'encouragement du dialogue, la lutte contre la discrimination et la promotion de la dignité humaine.

L'UNESCO encourage les candidatures gabonaises au Fonds International pour la Diversité Culturelle (FIDC)

Le Fonds International pour la Diversité Culturelle est un fonds multidonateur de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Son objectif est de promouvoir le développement durable et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement qui sont parties à ladite Convention.

Le FIDC est né en vue de « *favoriser l'émergence d'un secteur culturel dynamique, essentiellement à travers des activités facilitant la mise en place et/ou l'élaboration de politiques et de stratégies qui visent à protéger et à promouvoir la diversité des expressions culturelles ainsi que le renforcement des infrastructures institutionnelles en soutenant des industries culturelles viables* » a rappelé Diana Ramarohetra, Chef de projets culture au siège de l'UNESCO.

Dans le but de renforcer les capacités des acteurs culturels gabonais afin de mieux comprendre les attentes et exigences du Fonds, le Bureau de l'UNESCO à Libreville a organisé, au profit des acteurs culturels gabonais, le 20 mai 2021, en ligne et en présentiel, une session de présentation dudit Fonds et du processus de soumission de dossiers de candidatures.



► Un okoukie en performance

« Il a été lancé en 2010 mais ce n'est qu'à partir de 2018 que les premières candidatures gabonaises ont été enregistrées, grâce au lancement des sessions de renforcement de capacités de l'équipe de l'UNESCO Libreville, en 2017. Mais jusqu'à présent aucun projet

gabonais n'a été approuvé. « Il faut noter cependant qu'en 2020, deux d'entre eux ont atteint le dernier niveau d'évaluation » rappelait Thierry P. Nzamba Nzamba, Administrateur du programme culture au Bureau de l'UNESCO à Libreville.

Le FIDC soutient des projets qui conduisent à des changements structurels, à travers la mise en place et/ou l'élaboration de politiques et de stratégies qui ont un effet direct sur la création, la production, la distribution et l'accès à une diversité d'expressions culturelles. Le fonds appuie également les activités, les services culturels et le renforcement des capacités humaines des institutions publiques et organisations de la société civile, nécessaires pour le développement d'industries culturelles viables aux niveaux local et régional et ce, dans les pays en développement.

Appui à la résilience des jeunes acteurs/actrices culturel(le)s

Seules les autorités publiques et institutions, les organisations non gouvernementales (ONG) et les organisations internationales non gouvernementales (OING) légales des pays en développement Parties à la Convention de 2005 peuvent soumettre des candidatures.

Le montant maximum de financement d'un projet est de 100 000 USD et le projet doit être mis en œuvre entre 12 et 24 mois. Les soumissions ont été ouvertes du 17 avril au 16 juin 2021 (à 12h00, heure de Paris).

Il revient à la Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO de procéder à la sélection des candidatures nationales qui seront soumises au jury international, à la suite de cette session de renforcement des capacités. Trois candidatures ont été soumises.

Dans le cadre du programme « Appui au développement des industries culturelles et créatives et autonomisation des acteurs et opérateurs culturels de Libreville : résilience des jeunes acteurs/actrices culturel(le)s », l'UNESCO avec l'appui du Gouvernement chinois et du cabinet d'expertise Afric'Asso, renforce les capacités des promoteurs de projets culturels.

Après avoir lancé un appel à candidature pour ce programme, 30 promoteurs, dont 58% de femmes, ont été sélectionnés. Ces derniers ont pris part à des sessions de formation en décembre 2021. Les sujets évoqués portaient notamment sur l'entrepreneuriat, l'élaboration de modèle économique et la prise de parole en public pour la présentation de projet.



► Le jury et quelques lauréats du programme d'appui au développement des industries culturelles et créatives et l'autonomisation des acteurs et opérateurs culturels de Libreville

Après la sélection par un jury spécialisé, 10 lauréats ont été retenus, 5 entreprises et 5 associations culturelles pour poursuivre la formation. Pour cette phase 2, il s'agissait d'ateliers collectifs et des séances de coaching individuel ; elle a porté sur des thématiques telles que l'étude de marché, l'analyse SWOT, la stratégie marketing et la levée de fonds. Les 10 lauréats sont issus de diverses filières : théâtre, slam, musique, cinéma, design, etc. Ils ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé pour

élaborer des projets qui sont soumis à des bailleurs de fonds.

Selon le cabinet Afric'Asso, ces ateliers de formation ont permis de constater le besoin pour les promoteurs de renforcer leurs capacités. De même, les entreprises et les associations sont dans un mode artisanal avec un réel besoin de se structurer et de grandir pour assurer la pérennité de leurs activités.

Langues maternelles : les tout-petits font (re)visiter les expressions courantes gabonaises

Les enfants de l'Ecole privée panafricaine Belle Porte Académie de Libreville ont fait (re)visiter, au grand public venu célébrer la journée internationale de la langue maternelle, le 20 février 2021, les expressions courantes dans les langues du Gabon.

« Anmbolaning » (fang), « marambuha » (ipunu), « massogha » (nzèbi), « ntchango » (omiènè), « anmboula-bè » (obamba), « oyémwin » (kota) pour ne citer que celles-ci, sont autant de salutations selon qu'on appartienne à un groupe ethnique ou à un autre.

Les jeunes enfants ont également fait (re)découvrir les usages en matière de présentation de soi dans certaines ethnies, et ce, à travers des mises en scène agrémentées de chants en langues locales. Chez les fang, par exemple, le locuteur décline son identité (nom et prénom), sa tribu et celle de sa mère, son village, le nom de père, de son grand-père, de l'arrière-grand-père jusqu'à la 10ème génération avant lui. Chez ce même peuple, la résolution des conflits, les débats et les échanges de toutes sortes se font dans le corps-de-garde (aba'a, en fang). Il s'agit d'un hangar ou d'une maisonnette réservée uniquement aux hommes.

A la suite de cette partie ludique avec les plus jeunes, les experts dans le domaine de la culture ont fait un état des lieux des langues gabonaises, proposé des méthodes pour davantage susciter l'intérêt des jeunes générations. Il en est ressorti que les jeunes générations parlent de moins en moins leur langue maternelle.

Toutefois, des méthodes faciles existent pour les y intéresser a révélé Monsieur Nzigou Nzigou de la Fédération nationale des clubs UNESCO du Gabon. Il a notamment suggéré de commencer par l'apprentissage des expressions usuelles telles que les salutations, les parties du corps, les animaux et oiseaux les plus courants.

Plusieurs autres intervenants se sont exprimés sur les opportunités que pouvait engendrer l'usage des langues maternelles. A savoir, un levier de l'économie selon Michel Ndeme Mezui, Président de l'ONG Passerelle ou une possibilité d'autonomisation des femmes, a rajouté Edna Chelsea Babongui, Spécialiste en management des questions du genre.

À l'occasion de la **Journée internationale de la langue maternelle**, célébrée chaque année le 21 février, l'UNESCO réaffirme son engagement en faveur de la diversité linguistique et invite ses États membres à célébrer la journée dans autant de langues que possible afin de rappeler que la diversité linguistique et le multilinguisme sont essentiels pour le développement durable.

Le thème de l'édition 2021, « Promouvoir le multilinguisme pour l'inclusion dans l'éducation et la société », nous appelle ainsi à soutenir le multilinguisme et l'usage des langues maternelles, à l'école et au quotidien. C'est essentiel, car quand 40 % des habitants du monde n'ont pas accès à un enseignement dans la langue qu'ils parlent ou comprennent le mieux, cela entrave leurs apprentissages, comme leur accès au patrimoine et aux expressions culturelles. Cette année, une attention particulière est d'ailleurs accordée à l'enseignement multilingue dès la petite enfance, pour que leur langue maternelle soit toujours un atout pour les enfants

Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO

L'initiative de célébrer une Journée internationale de la langue maternelle a été approuvée à la Conférence générale de l'UNESCO en 1999 et est observée dans le monde entier depuis 2000. La présente édition à Libreville a été co-organisée par les ONG « Osons léguer notre héritage » et « Omanda », en collaboration avec le Ministère de la Culture et des Arts et l'UNESCO, avec l'aimable soutien du groupe Bolloré.



- Les enfants de l'école privée panafricaine Belle Porte Académie de Libreville ont fait (ré) visiter les expressions courantes gabonaises, au public venu célébrer la journée internationale de la langue maternelle

Les impacts socio-économiques de la covid-19 dans le secteur de la culture à Port-Gentil.

Il s'agit d'une étude de terrain conduite par l'UNESCO et l'OIF avec le soutien de l'association Les Ngombistes. Elle a été réalisée dans le but de développer des statistiques non seulement de mesurer la contribution de la culture au développement économique de Port-Gentil mais aussi pour répondre à la crise sanitaire et montrer son ampleur dans le secteur de la culture.

Les données collectées ont mis en évidence les difficultés des artistes et des créateurs dans cette ville. Les mêmes données ont aussi montré des régularités tendanciennes qui permettent d'entrevoir des actions qu'il serait possible d'envisager afin d'atténuer les effets de cette crise sur le secteur. Le rapport montre que 85 % des structures identifiées sont informelles, que le secteur manque de structuration et qu'il existe un profond déséquilibre entre les différentes filières. Les informations collectées révèlent que les acteurs culturels considèrent la pratique artistique comme une activité d'appoint et se voient contraints de disposer d'une seconde source de revenu. Les effets de la crise pétrolière, avant la pandémie de la Covid-19, avait déjà amplifié la rareté d'événements culturels et les opportunités culturelles. La pandémie a amplifié et accentué la crise dans le secteur. De nombreux emplois ont été perdus (75 %), des structures ont été fermées (71 %) accusant un manque à gagner de -32 % de chiffre d'affaires cumulé.

Cette enquête a permis de relever quelques voies qui méritent d'être explorées pour relancer efficacement le secteur dans une perspective post Covid-19. Ces pistes portent notamment sur le cadre législatif et réglementaire, l'opérationnalisation des services culturels locaux et la contribution du secteur privé.



Communication et Information

CI

Les États membres ont pris des mesures destinées à promouvoir l'accès universel à l'information grâce à des solutions ouvertes et inclusives et à une utilisation novatrice des TIC pour le développement durable.

12 agents de la sécurité pénitentiaire deviennent formateurs en programmation informatique et 8 jeunes détenus - garçons et filles - bénéficient de leurs nouvelles compétences



- ▶ Cérémonie de remise des attestations de participation aux 12 agents de la sécurité pénitentiaire formés à la programmation informatique

Cette formation s'est déroulée dans le cadre de la phase pilote du projet *Youthmobile* Gabon dont l'objet est d'encadrer les jeunes incarcérés et encourager leur créativité. Les agents de la sécurité pénitentiaire ont été outillés à l'encadrement des jeunes incarcérés pour assurer les enseignements, faciliter l'exécution du programme et encourager la créativité et l'innovation chez les jeunes détenus.

Lancée le 19 août 2021, la formation des formateurs et celle des jeunes détenus du projet *Youthmobile* prison centrale de Libreville s'est achevée, le 10 décembre, par une cérémonie de remise d'attestations.

Youthmobile est une initiative développée, depuis plusieurs années, par l'UNESCO pour engager les jeunes des pays en voie de développement à tirer profit de la révolution numérique à travers la formation en programmation informatique et l'organisation d'initiatives de promotion de l'innovation des jeunes, dans le domaine des applications mobiles.

Au Gabon, le projet vise la promotion de la créativité et de l'innovation numérique pour réduire le chômage et favoriser l'insertion des jeunes par l'accès aux

connaissances sur le développement d'application mobile, le renforcement des opportunités d'auto-emploi ainsi que l'autonomisation des jeunes filles.

Les données du milieu carcéral disponibles indiquent que les prisons du Gabon comportent une population de mineur estimée à plus de 200 personnes dont 5 % des fille (chiffre de 2017); la plus forte concentration est constatée à Libreville. Le niveau scolaire de ces filles et garçons est très varié allant du primaire au second cycle du secondaire. Pour la population qui pourrait être concernée par le présent projet, à savoir les jeunes ayant fait au moins la troisième année du secondaire (classe de 4ème de lycées et collèges), ceux-ci représentent environ 33 % des effectifs (chiffre de 2017).

Huit jeunes (dont 20 % de filles) incarcérés (en fin de peine) ont bénéficié du projet pour cette première phase. Ces formations seront renouvelées chaque année avec une amélioration en termes d'offres de formation.

Cette phase pilote du projet *Youthmobile* prison centrale a été mis en œuvre grâce à un partenariat entre le Ministère en charge de la Justice et l'UNESCO, avec le soutien de CANAL PLUS Gabon.



► Délégation du Ministère de la Justice conduite par Mme Erlyne Antonela NDEMBET DAMAS, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, Chargé des Droits de l'Homme et de l'Égalité des genres, au côté de M. Eric VOLI BI Représentant résident de l'UNESCO au Gabon et auprès de la CEEAC



► Vue de l'assemblée lors de la cérémonie

CI

Les États membres bénéficient d'une plus grande contribution des médias à la diversité, à l'égalité des genres et à l'autonomisation des jeunes dans et à travers les médias, ainsi que de l'autonomisation des sociétés par des programmes d'initiation aux médias et à l'information et par une réaction efficace des médias dans les situations d'urgence et de catastrophe.

Sensibilisation des jeunes lycéens au « Clic responsable »

Le lycée Nelson Mandela de Libreville a été choisi en 2021 pour abriter la célébration de la « Semaine mondiale de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) » au Gabon, en vue d'inviter ses jeunes à s'engager à réfléchir avant de poster, partager ou accéder à des contenus en ligne. Cet acte est appelé « clic responsable » ou « clic intelligent ».

Les festivités de Libreville ont eu lieu, le 29 octobre 2021, au lycée Nelson Mandela. Plusieurs activités, confiées à la Fédération Catholique des Mouvements (FECAM) et à l'Association nationale des personnes handicapées du Gabon (ANPHG) ont été offertes aux

jeunes à savoir : (1) des discussions sur la censure et le filtrage ciblé de certaines communications sur Internet, (2) l'autonomisation des jeunes à la lecture critique des contenus médiatiques et (3) partage d'expérience sur les réseaux.

« Ces différentes sessions de discussion ont permis aux jeunes de comprendre que tout ce qui se trouve sur la toile n'est pas vrai et ne doit, de ce fait, pas être partagé. Aussi, ont-ils appris que l'on doit respecter l'autre même sur les réseaux sociaux » a souligné Chyldrick Ndong, un des facilitateurs de la journée.



► Photo de famille des enseignants et des élèves du lycée Nelson Mandela, avec le Représentant résident de l'UNESCO au Gabon et auprès de la CEEAC



► M. Boris NZIGOU en charge du programme "Communication Information" du bureau de l'Unesco à Libreville, face à la presse locale



► Photo de famille de l'équipe Uresco avec les lycéens à l'issu d'une session de discussion

Lancée en 2012, la Semaine mondiale EMI est organisée tous les ans par l'UNESCO en coopération notamment avec l'Alliance EMI de l'UNESCO et le Réseau universitaire international UNESCO-UNAOC de l'éducation aux médias et à l'information et du dialogue interculturel. Elle est pour les parties prenantes une occasion majeure d'examiner et de saluer les progrès accomplis pour atteindre l'objectif « éducation aux médias et à l'information pour tous ».

La semaine EMI s'inscrit dans le cadre de l'initiative MIL CLICKS (#MILCLICKS) née de la nécessité d'engager les jeunes à réfléchir de manière critique avant de poster, partager ou accéder à des contenus en ligne, pour ainsi s'assurer de toujours faire un « clic intelligent » ou « click responsable » comme tout « MIL CLICKER ». Il est

compréhensible que les facilités offertes par le numérique puissent encourager les jeunes filles et les garçons à vouloir s'exprimer, partager ou participer activement au débat sur les sujets d'intérêt. Cependant, en tant que citoyens et citoyennes du monde, cette expression, ce partage et cette participation doivent favoriser la circulation de l'information vérifiée, la compréhension mutuelle, le dialogue interculturel et interreligieux ainsi que le respect de la différence, de la dignité d'autrui et de la vie privée.

Cette semaine EMI est célébrée au Gabon depuis 2018, à l'initiative du Bureau de l'UNESCO à Libreville. Certaines villes de l'intérieur du pays notamment Port-Gentil, Mouila et Oyem ont déjà accueilli cet événement.

Éducation aux médias et à l'information pour l'engagement civique des jeunes

L'UNESCO observe depuis des années que la formation des seuls individus ne suffit pas à maintenir l'apprentissage de l'EMI. C'est pourquoi, en collaboration avec un chercheur japonais, l'UNESCO a développé une théorie du changement intitulée « Expansion de l'EMI », qui vise à améliorer la diffusion de l'EMI au niveau des communautés, des groupes et des institutions. L'UNESCO suggère que le renforcement des capacités en matière de l'EMI pour les organisations de jeunesse devrait idéalement combiner l'accent individuel avec les objectifs de groupe et institutionnels. La théorie voudrait que les institutions sociales aient une influence ou des interactions significatives sur les individus et les groupes qui sont engagés avec elles.

Du 13 au 18 décembre 2021, s'est tenu quatre ateliers de renforcement de compétence des leaders d'associations de jeunesse, donc les objectifs étaient : de permettre aux jeunes d'acquérir des compétences MIL dans leur utilisation quotidienne des médias sociaux et d'Internet, de s'engager activement en tant qu'éducateurs pairs, grâce à l'innovation des médias sociaux et au clic responsable ; de renforcer les capacités des organisations dirigées par des jeunes à intégrer l'EMI dans leurs opérations politiques et stratégies quotidiennes. Une cinquantaine de jeunes et une vingtaine d'organisations dirigées par des jeunes

ont amélioré leurs connaissances et leurs capacités sur l'EMI et seront ainsi impliqués dans la lutte contre la désinformation et le discours de haine en ligne, la prévention de l'extrémisme violent, la promotion du dialogue, la paix.



► Vue de l'assemblée lors d'une session d'information durant la Semaine Mondiale de l'Éducation aux Médias et à l'Information

Renforcement et structuration du réseau des radios communautaires

Six agences du système des Nations Unies au Gabon (UNESCO, OMS, UNICEF, UNFPA, BIT, ONUSIDA) mettent en œuvre depuis 2020, le programme conjoint : une approche systémique pour faire progresser les ODD en soutenant la citoyenneté et la protection sociale des populations difficiles à atteindre au Gabon connu sous

l'appellation « Citoyenneté et protection sociale des populations difficiles d'accès ».

Ce projet soutient le Gabon dans la réalisation de certains ODD sur la protection sociale. L'UNESCO est en charge de conduire trois composantes de ce projet : une (i)

enquête anthropologique sur le patrimoine immatériel des populations difficiles d'accès qui impacte l'accès volontaire de ces communautés à la santé, à l'éducation et à la protection sociale et de mener (ii) des campagnes de sensibilisation à travers les radios communautaires, les (iii) directions d'académie provinciale, les personnels d'encadrement et les enseignants.

Pour la sensibilisation à travers les radios communautaires, l'action a porté sur le renforcement des capacités en ressources humaines et technique des radios communautaires identifiées dans les zones cibles. Pour mener à bien ce projet, une mission conjointe (Ministère

de la Communication - UNESCO) d'évaluation des radios communautaires a été effectuée du 17 au 27 octobre 2021 dans les provinces de la Ngounié, du Woleu-Ntem et de l'Ogooué-Ivindo. Elle avait pour objectifs d'évaluer la qualité technique des équipements des radios communautaires qui émettent dans les zones identifiées du projet et recueillir les besoins de chacune de ces radios.

Les sept radios suivantes ont été visitées : DOLA FM à Ndéndé, Radio 9 et Radio Maria, à Oyem, Radio trois frontières et Radios Nord – Sud, à Bitam et IVINDO FM, à Makokou.



► Photos de famille des journalistes de Radio Nord Sud, à l'issu de l'atelier de renforcement des capacités, à Bitam



► Photos de famille des professionnels des médias à l'issue de l'atelier de renforcement des capacités à Libreville

Les professionnels des médias communautaires bénéficient d'un renforcement des capacités sur l'éthique, la déontologie journalistique, la production des contenus de qualité et la viabilité économique

À la suite de la mission d'évaluation des radios communautaires à l'intérieur du pays, un atelier de renforcement de capacité de 14 personnels exerçant dans lesdites radios a eu lieu, du 22 au 24 novembre 2021. Cette activité visait à renforcer les compétences humaines, institutionnelles des radios communautaires afin qu'elles servent de relais efficaces aux objectifs du projet « Citoyenneté et protection sociale des

populations difficiles d'accès » et à d'autres initiatives du même type.

Les thématiques abordées ont été les suivantes :

- Ethique et déontologie journalistique ;
- Production des contenus de qualité ;
- Viabilité économique ;
- Décret encadrant les radios communautaires.

Renforcement de l'identification, de la préservation, de l'accessibilité et de la diffusion du patrimoine documentaire à l'échelle mondiale et au niveau national grâce au Programme Mémoire du monde.

Renforcement des capacités des archivistes des structures sanitaires pour une meilleure prise en charge des documents sur la Covid-19 et ceux spécifiques aux domaines de la santé et des prestations sociales.

Assurer l'accès et la préservation des archives permet de réaliser tout au moins trois principaux objectifs et non des moindres dans une société :

- ▶ Favoriser la diffusion du savoir de génération en génération ;
- ▶ Renforcer la transparence dans la gouvernance et contribuer au soutien des droits démocratiques des citoyens ;
- ▶ Garantir à tout individu la possibilité de chercher, recevoir et répandre les informations et les idées – un droit par ailleurs consacré à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le patrimoine documentaire occupe une grande place dans la mémoire des peuples du monde et particulièrement au moment où le Gabon traverse sa troisième vague de la pandémie de la Covid-19.

L'ensemble de ses documents écrits et visuels constituent des éléments puissants de perpétuation de la mémoire commune qui doivent être protégés. Cela nécessite donc une bonne gestion et conservation pour maintenir l'accès à ce savoir pour les générations futures.

C'est dans ce contexte qu'un atelier de renforcement des capacités des archivistes des structures sanitaires, a été organisé du 21 au 22 octobre 2021, pour une meilleure prise en charge des documents sur la Covid-19, ceux spécifiques au domaine de la santé, et aux prestations sociales.



▶ Photos de famille des archivistes à l'issue de la cérémonie de remise des attestations de participation à l'atelier de renforcement des capacités



▶ Les archivistes en formation

DOMAINE THÉMATIQUE



1

GOVERNANCE

2

DÉVELOPPEMENT
INCLUSIF

3

CROISSANCE
DIVERSIFIÉE ET
INCLUSIVE

4

ENVIRONNEMENT
ET RÉSILIENCE

Sciences exactes et naturelles



Soutien aux politiques et à la gouvernance en matière de STI au niveau national, régional et mondial.

Implication de la Science, la Technologie et l'Innovation (STI) dans la gestion de la crise sanitaire.

L'UNESCO a initié cette enquête en 2020 pour faire un état de lieux du développement et de l'implication de la science, la technologie et l'innovation dans le processus de développement stratégique en temps de crise sanitaire au Gabon. Cette étude a révélé au cours de la session de présentation en 2021 que très peu d'institutions disposent de plateformes robustes capables de développer des innovations dans le pays.

Elle a été réalisée sur un échantillon de 35 chercheurs et techniciens de laboratoire issus du Centre de Recherches Médicales de l'Hôpital Albert SCHWEITZER (CERMEL), du Centre International de Recherches Médicales de Franceville (CIRMF) et de l'Institut de Pharmacopée et de la Médecine Traditionnelle (IPHAMETRA).

De façon pointilleuse, 9 % des institutions disposent de plateformes capables de développer des innovations en réponse à la crise liée au Coronavirus. Ils montrent également les causes de la non-productivité des STI

dans le pays. Il s'agit, entre autres, de l'insuffisance de ressources humaines, de l'absence de mécanismes robustes de financement des activités du secteur, de l'absence de renforcement des capacités en matière de ressources humaines et l'insuffisance d'infrastructure pour soutenir l'innovation. La majorité des enquêtés soit 94 % ont évoqué la nécessité d'une collaboration scientifique internationale pour leur éclosion.

Toutefois, l'enquête a démontré que les STI sont une partie intégrante des plans stratégiques de leurs institutions et que des activités de STI ont été menées au cours de l'année académique 2019-2020.

Au terme de cette enquête, une feuille de route pour la formulation d'instruments de politique de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) au Gabon a été recommandée. Évaluer à hauteur de 36 855 000 F CFA pour son élaboration.

Présentation du projet régional E-Open Science CA

L'émergence d'un système complexe de gouvernance de la science, de la technologie et de l'innovation étant liée à la complexité du système scientifique et technologique contemporain, a des conséquences importantes dans le

processus du développement économique des pays en voie de développement. Celle-ci a amené l'UNESCO à proposer le projet E-Open Science CA aux pays d'Afrique centrale.

Le projet aura pour vocation de promouvoir les interactions entre les chercheurs, les décideurs et les étudiants. Cela leur permettra de disposer d'un outil d'aide à la décision : base de données des chercheurs des pays de la CEEAC.

Cette initiative a donc été présentée aux scientifiques de l'Afrique centrale pour les embarquer dans la mise en œuvre dudit projet et surtout pour qu'ils y participent activement.

En termes d'enjeux, le projet va également permettre de développer la visibilité des chercheurs au niveau national et international, ainsi que, des laboratoires de recherche, des bibliothèques universitaires et des publications scientifiques.



► Maquette du stade franco-gabonais proposée par des jeunes ingénieurs en compétition pour " le prix de la meilleure maquette de projet d'ingénierie"

SC

Les États membres renforcent leurs capacités institutionnelles et humaines de produire, diffuser et appliquer la STI.

Les jeunes ingénieurs en compétitions.

Ils étaient au départ une dizaine de groupes à concourir au prix de la meilleure maquette de projet d'ingénierie. Trois d'entre eux se sont démarqués auprès du jury, parmi lesquels les groupes ayant réalisés : (1) la maison écologique ; (2) le stade franco-gabonais et (3) le pont amovible.

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'ingénierie pour le développement durable, célébrée le 4 mars 2021, les élèves ingénieurs de l'Université franco-gabonaise Saint-Exupéry, ont participé au concours du meilleur projet d'ingénierie cadrant avec le thème de l'année : « Bâtir un monde en bonne santé : l'ingénierie pour une planète saine ».

Le premier prix a été décerné à la maison écologique pour sa forte contribution au concept d'une planète saine et un monde en bonne santé. Selon Gabriel Yves Edou, élève ingénieur en 2ème année, responsable du projet, il s'agit d'une maison faite à partir d'okoumé (bois du Gabon). Le choix du bois se justifie par son fort apport écologique. En effet, il est un capteur de dioxyde de carbone (CO₂) réduisant ainsi les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Ces fenêtres sont faites de baies vitrées pour profiter de l'éclairage naturel et une aération optimale qui rendrait obsolète l'usage de climatiseurs et brasseurs d'air qui occasionnent une surconsommation d'électricité. De plus, la maison possède une piscine

écologique. Contrairement aux piscines conventionnelles, la piscine écologique proposée est totalement naturelle. Elle comprend des micro-organismes et des plantes qui permettent de purifier continuellement l'eau de la piscine. Enfin, elle est garnie d'une verdure pour freiner les émissions de gaz à effet de serre.

Le deuxième prix a été décerné au projet du stade franco-gabonais pour son originalité. C'est un stade avec une végétation de purification d'air, qui élimine les particules toxiques dans l'air, comme expliqué par Christ Mvono Edou, étudiant en 3^{ème} année, leader du projet.

Renforcement des capacités des enseignants des sciences et des élèves filles à l'approche STEM à Ntoum

Avec un ratio de 10 % des candidats des filières scientifiques au baccalauréat et moins de 20 % d'établissements disposant de salles spécialisées, le Gabon doit encore faire face à de nombreux défis en matière d'éducation pour atteindre l'Objectif de Développement Durable 4 (ODD 4), tout en mettant un accent particulier sur le développement de l'approche des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques dans les établissements primaires et secondaires.

Le déficit de structures spécialisées et de la formation des enseignants ainsi que du personnel d'encadrement constituent des facteurs limitant l'accroissement des filières scientifiques. La faible politique volontariste de développement de l'enseignement pratique des sciences dans le système éducatif a pour conséquence la concentration des élèves des lycées des séries à dominance littéraires plutôt que scientifiques.



► Photo de famille à l'issue de la remise des attestations de participation à l'atelier de renforcement des capacités des enseignants des sciences et des élèves (filles)

► Vue des captages CIM1 à Ntoum



Malgré l'initiative de l'introduction du projet innovant des microsciences de l'UNESCO dans le système en l'an 2000, puis en 2017, le manque d'appropriation dudit projet au Gabon n'a pas permis au pays de développer les microsciences, d'améliorer l'enseignement des sciences et le taux de carrières scientifiques chez les jeunes.

L'UNESCO place le développement des capacités au cœur de son action opérationnelle dans les pays. C'est pourquoi elle a soutenu cette initiative locale du Dr. Ntsame. Cette expérimentation a été réalisée à travers un atelier de 2 jours, dirigé par un panel de 5 femmes enseignantes chercheuses, et ce, à l'endroit d'enseignants et d'élèves (filles), de l'Ecole Normale Supérieure.

« *J'ai apprécié la manière avec laquelle la SVT a été enseignée durant ces deux jours avec votre équipe. C'était plus facile à intégrer. Maintenant, nous parvenons à mieux comprendre ce que nous faisons et étudions* » confie une jeune bénéficiaire du programme.

« *Nous espérons un accroissement des carrières scientifiques chez les femmes. Nous volons faire comprendre aux jeunes filles que si les hommes y arrivent, nous aussi nous le pouvons.* » a souligné le Dr. Ntsame.

SC

Les États membres renforcent la gestion des ressources naturelles en vue de la réalisation des ODD et cibles en rapport avec la biodiversité et la résilience face au changement climatique

Atelier de lancement de l'étude sur la disponibilité et l'exploitation de l'eau brute à l'usine de Ntoum face au changement climatique.

Cela fait plusieurs années que l'usine de production d'eau potable basée à Ntoum dessert Libreville, Akanda, Owendo et Ntoum, c'est-à-dire la zone communément appelée « Grand Libreville ». Ces derniers temps, des phénomènes inquiétants comme les pluies en pleine saison sèche, sont de plus en plus récurrents et laissent présager que cette exploitation régulière des ressources en eau engendrera des effets néfastes sur la disponibilité de l'eau dans la zone du Grand Libreville.

Désirant étudier l'éventuel lien entre cette forte exploitation de l'or bleu à Ntoum et les effets du changement climatique, le Ministère de tutelle a sollicité l'UNESCO pour un accompagnement technique et financier afin de réaliser cette étude. Ce partenariat a permis de bénéficier d'un financement de plus de 100 000 dollars (soit 54 184 500 FCFA) de la Corée du Sud.

L'UNESCO place l'eau au cœur de son action opérationnelle dans les pays. Dans sa huitième phase, le Programme Hydrologique Intergouvernemental (PHI-VIII) sur la sécurité de l'eau, établit une réponse aux défis locaux, régionaux et mondiaux. Plus spécifiquement, elle apporte une assistance ciblée et renforce les capacités nationales pour améliorer la sécurité de l'eau. Les travaux proprement dits se sont articulés autour de deux communications dirigées par un consultant national et des experts de Deltares.

La première s'articule sur la présentation de la méthode CRIDA (Climate Risk Informed Decision Analysis). Cette méthode de modélisation hydrologique implique l'évaluation de la vulnérabilité, du développement et formulation des options robustes et flexibles et évaluation des alternatives planifiées. Cette approche fournit des lignes directrices pour évaluer les vulnérabilités de la sécurité en eau dues à la variabilité et au changement climatique, ainsi que des conseils sur le développement de voies d'adaptation pour une gestion durable des ressources en eau.

La deuxième contribution était axée sur les termes de références de l'étude par le consultant national, où il a été décliné le cadre de la prestation de l'étude, l'organisation, la méthodologie, les différentes missions à réaliser mais aussi, l'interaction avec les parties prenantes.

Au sortir de ces présentations, les participants ont fait des amendements en vue de la prise en compte plus poussée des réalités du champ d'étude. Aussi, l'étude permettra d'améliorer la sécurité de l'eau dans le Grand Libreville.



► La rivière Meba alimentant les réservoirs et les turbines hydrauliques de la SEEG

De façon spécifique, elle va permettre de :

- Évaluer les impacts du changement climatique sur le bassin de la rivière Nzémé en mettant l'accent sur les changements dans la variabilité des précipitations. Les précipitations extrêmes provoquent des crues soudaines dans la zone, l'augmentation des risques d'inondation et la diminution de la disponibilité de l'eau.
- Développer une stratégie d'adaptation pour maintenir et améliorer la sécurité de l'eau actuelle dans le futur avec les parties prenantes au sein du Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques.
- Renforcer les capacités sur l'utilisation des tests de stress climatique pour l'élaboration de stratégies d'adaptation.
- Développer une approche généralisable pour la formulation de cartes des voies d'adaptation à partir des résultats des tests de stress climatique.

Renforcement des capacités des ressources humaines du secteur de l'eau et de l'assainissement au Gabon.

Au total, une centaine des professionnels du secteur de l'eau ont bénéficié de 15 formations réparties en trois grands modules.

L'UNESCO en collaboration avec la République de Corée du Sud a apporté un appui dans le renforcement des capacités des professionnels de la Direction Générale de l'Eau (DGEAU), de la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG), de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Eau Potable et de l'Énergie Électrique (ARSEE) et de la Direction Générale des Écosystèmes Aquatiques (DGEA) en vue d'améliorer la sécurité de l'eau au Gabon.

L'UNESCO a organisé plusieurs formations en distanciel. Ces formations ont porté sur 3 modules à savoir : un module transversal, un module sur le grand cycle de l'eau et le dernier, sur le petit cycle de l'eau.

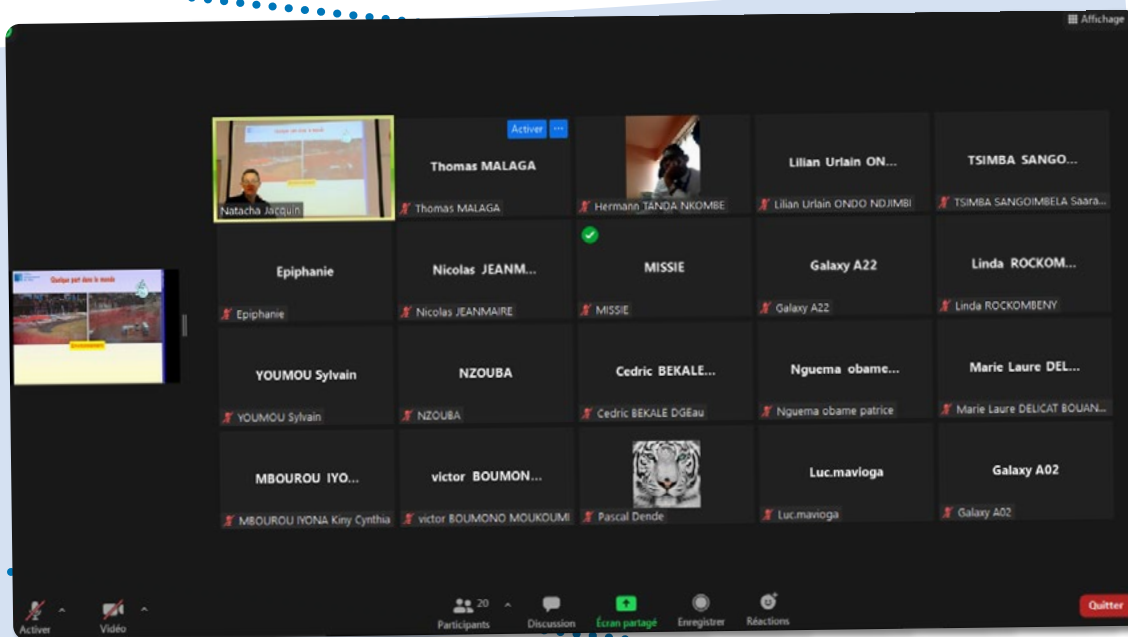
Le premier module a permis d'outiller les professionnels de l'eau sur le management de projet, l'assainissement

et la prévention des risques environnementaux, la commande publique et le Système d'Information Géographique (SIG).

Dans le deuxième module, ils ont pu renforcer leur capacité dans l'évaluation des ressources en eau, la gestion intégrée des ressources en eau, l'hydrologie et le forage.

Grâce au dernier, ils ont amélioré leur connaissance en potabilisation en eau, la gestion intelligente en eau, la gestion de la ressource en eau, la gestion patrimoniale, en expertise d'étude de réseaux d'AEP et en tarification des services d'eau et de l'assainissement.

L'eau douce est une ressource clé pour la santé, la prospérité et la sécurité humaine, c'est pourquoi l'UNESCO accompagne le Gouvernement gabonais dans le renforcement des capacités des professionnels de l'eau pour promouvoir une gestion durable de la ressource en eau.



► Formation en ligne des professionnels de la DGEAU, la SEEG, l'ARSEE et la DGEA sur la sécurisation de l'eau

CLT

Le patrimoine matériel est identifié, protégé, suivi et géré durablement par les États membres en particulier à travers la mise en œuvre effective de la convention de 72.

L'UNESCO soutient le Gabon dans la réalisation d'un inventaire pilote du patrimoine culturel



► Notre dame des trois epis de Sindara

Avec l'appui de l'UNESCO, le Gabon a procédé à un inventaire pilote de ses sites et monuments culturels et mixtes en vue d'un classement au patrimoine local, national et mondial. Une vingtaine de participants dont des chercheurs de l'Institut de Recherche en Sciences Humaines (IRSH) et des professionnels du Ministère de la Culture ont bénéficié d'une formation dans la mise en œuvre de la Convention pour le patrimoine mondial.

En effet, jusqu'à un passé très récent, le Gabon ne comptait qu'un seul bien sur la liste du patrimoine mondial: le parc national de la Lopé

inscrit en 2007, sous l'appellation Ecosystème et paysage culturel relique Lopé-Okanda, malgré la richesse de son patrimoine naturel et culturel.

« *La principale cause de cette faible représentativité des biens culturels gabonais sur les listes indicatives était le manque des ressources humaines et d'expertise dans la proposition de celles-ci et des propositions d'inscription* » relevaient des experts lors d'un atelier technique tenu en 2010 à Libreville, sur l'harmonisation des listes indicatives en Afrique centrale.

L'atelier de mars 2021 a permis ainsi de doter les professionnels gabonais de compétences nécessaires pour élaborer une liste indicative (préalable à tout dossier de candidature au patrimoine mondial), en se fondant sur la valeur universelle exceptionnelle. Il a porté sur les concepts fondamentaux de la Convention du patrimoine mondial tels que les critères d'inscription de biens au patrimoine mondial, la protection et la gestion, l'intégrité et l'authenticité, le processus d'inscription des biens sur la liste du patrimoine mondial et les mécanismes d'actualisation des listes indicatives.

Ledit atelier a examiné les résultats des inventaires antérieurs dont ceux de 2013 (Libreville, Owendo et Ntoundou) et 2015 (Haut-Ogooué), organisés par le Ministère de la Culture. Les participants ont identifié 4 sites (chutes de l'Impératrice, grottes de Bongolo, église Notre-Dame des trois épis de Sindara et Saint-Martin des Apindji) qui ont par la suite été documentés sur le terrain par des équipes mixtes composées à cet effet.

L'Écomusée de la Lopé ouvre de nouveau ses portes



► Écomusée de la Lopé



Les résultats de cet inventaire pilote ont permis d'identifier le potentiel du site « Les chutes de l'Impératrice » malgré l'insuffisance de données de qualité. L'IRSH-Institut de Recherche en Sciences Humaines-, partenaire technique de mise en œuvre de cet inventaire a conclu cette activité en proposant une recherche de fonds pour réaliser un inventaire global du patrimoine culturel du Gabon dans la perspective de réviser la liste indicative et de proposer de nouveaux biens culturels au patrimoine mondial.

Fermé depuis près de 10 ans, l'Écomusée de la Lopé-Okanda, site du patrimoine mondial depuis 2007, a rouvert officiellement ses portes aux visiteurs, après réfection, le 05 février 2021.

Le parc national de la Lopé a été inscrit sur la liste du patrimoine mondial en 2007 au titre de bien mixte combinant des valeurs naturelles et culturelles sous l'appellation : écosystème et paysage culturel relique Lopé-Okanda. Il est considéré comme un instrument de sensibilisation pour la préservation des écosystèmes et valeurs culturelles, ainsi qu'un lieu de divertissement pour les visiteurs. On peut y admirer des traditions culturelles, des hommes préhistoriques vieux de plus de 800 000 ans qui montrent le niveau d'intelligence de nos ancêtres, des éléments culturels des traditions récentes pratiquées notamment par des Okandais, Simba et Shaké qui forment l'ensemble des communautés vivant dans et autour de cette première aire protégée au Gabon.

Après réalisation des travaux de réfection, l'Écomusée de la Lopé-Okanda s'est vu renaître de ses cendres lors d'une cérémonie officielle, le 5 février dernier. Monsieur Christian Tchimbela, Secrétaire exécutif de l'Agence Nationale de Préservation de la Nature - ANPN a, dans son mot de bienvenue, rappelé le chemin parcouru par cet

écomusée et indiqué que celui-ci va renforcer l'économie locale. Quant à M. Thierry P Nzamba Nzamba, spécialiste programme culture du Bureau de l'UNESCO à Libreville, cet écomusée dans son modèle de fonctionnement doit constituer un levier économique local et une véritable attraction touristique en recevant des visiteurs de tout bord comprenant les communautés de la Lopé, du Gabon et celles venues d'ailleurs à travers le monde.

Les travaux de réfection de l'écomusée de la Lopé-Okanda ont été réalisés par l'UNESCO à travers le programme

L'avenir des musées du Gabon au cœur des débats

La célébration de la Journée internationale des musées 2021 a porté au centre des discussions, l'avenir des musées du Gabon y compris la politique muséale du pays. Co-organisée par le Ministère de la Culture et des Arts, l'UNESCO et l'Ambassade de France au Gabon, cette journée a été célébrée sous le thème : « L'avenir des musées : se rétablir et se réinventer ».

Cette journée 2021 a invité l'ensemble des musées, leurs professionnels et leurs communautés à développer, imaginer et partager de nouvelles pratiques de co-création de valeur, de nouveaux modèles commerciaux pour les institutions culturelles et des solutions innovantes pour les défis sociaux, économiques et environnementaux du présent.

À travers cette célébration, c'était l'occasion de rappeler les enjeux et l'ensemble des défis auxquels font face les musées à travers le monde dont les effets de la COVID-19. Le secteur de la culture a subi de graves répercussions économiques, sociales et psychologiques. Le potentiel créatif de la culture en tant que moteur de la relance et de l'innovation dans l'ère post-covid doit être défendu.

CAWHFI (Initiative pour le Patrimoine Mondial Forestier en Afrique Centrale) financé par l'Union européenne. CAWHFI qui a pris fin le 31 janvier 2021 visait à appuyer l'ANPN dans la gestion des aspects culturels de ce site du patrimoine mondial, mettre à jour la signalétique des ensembles historiques, poursuivre les recherches archéologiques pour une meilleure datation des traces de l'homme de cette zone et de réhabiliter l'écomusée construit en 2006.

L'UNESCO a saisi cette occasion pour présenter le rapport mondial sur l'état des musées en période de Covid-19 nommé « Les musées dans le monde face à la pandémie de Covid-19 » et le rapport national sur l'état des lieux du trafic illicite d biens culturels en République gabonaise élaboré par des experts nationaux avec le soutien de l'Organisation. À ce titre, le Représentant de l'UNESCO au Gabon, Eric VOLI BI, a rappelé, dans son discours de circonstance, que « *les musées font face à ces nouveaux enjeux et défis, cependant, ils ne doivent pas s'arrêter de lutter contre le trafic illicite des biens culturels qui continue d'être une source de préoccupation* ».

Dans cet esprit, les participants, issus des professionnels du patrimoine culturel, des forces de sécurité et de défense et des services des douanes, ont été sensibilisés sur les instruments normatifs internationaux qui encadrent les musées, la protection du patrimoine culturel et la lutte contre le trafic illicite des biens culturels. Ils ont notamment discuté de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, de la Convention pour la

protection des biens culturels en cas de conflits armés, de la Recommandation de 2015 sur le développement des musées et du Rapport sur l'état des lieux du trafic illicite d biens culturels en République gabonaise.

Cette Journée internationale des Musées 2021 – JIM 21 a aussi permis, à l'Ambassade de France au Gabon, de

Inscription du Parc national de l'Ivindo

Le 28 juillet 2021, les efforts fournis par l'UNESCO pour accompagner le Gabon dans la soumission en vue de l'inscription du Parc national de l'Ivindo dans la prestigieuse liste du patrimoine mondial ont donné les fruits attendus : le comité du patrimoine mondial a inscrit le Parc national de l'Ivindo dans la Liste du patrimoine mondial au titre de bien naturel.

Le Gabon est encore l'un de ces rares pays du globe dont 85% de sa superficie est couverte de forêts, soit près de 22 millions d'hectares. Cette forêt regorge de richesse

présenter le projet « Muséo Gab » (Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français, l'État gabonais et l'Agence Française de Développement) qui soutient le développement et le renforcement des capacités du musée national des Arts, rites et Traditions du Gabon, pour une période de 18 mois.

immense et unique en termes de faune et de flore et parfois de vestiges culturels enfouis dans les sols.

Cette inscription est l'aboutissement d'un long processus débuté dans le cadre du projet CAWHFI (UE/UNESCO). Le dossier de nomination approuvé ce jour a été élaboré par des experts chevronnés et examiné lors de l'atelier sur la mise à jour de la liste indicative du Gabon (biens naturels et mixtes) tenu en janvier 2020, à Libreville. Ledit dossier était porté par le Ministère chargé de l'Environnement.

Cet atelier, organisé par l'UNESCO, avait permis (i) de renforcer les capacités des agents des ministères en charge de la Culture et de l'Environnement ainsi que des associations et ONG œuvrant dans le cadre de la protection du patrimoine sur la Convention du patrimoine mondial de 1972, (ii) la mise à jour des biens naturels et mixtes de la liste indicative du Gabon et (iii) l'évaluation du dossier de candidature au patrimoine mondial du Parc national de l'Ivindo.

La Liste indicative du Gabon y avait été révisée, le dossier Parc national de l'Ivindo, discuté et adopté, puis, soumis selon les processus du patrimoine mondial, par les autorités gabonaises à l'UNESCO dont le Comité du patrimoine mondial en sa 44^e session, le 28 juillet 2021, a décidé de l'inscrire sur la liste du patrimoine mondial.

► Vue des chutes du Parc national de l'Ivindo



Le patrimoine mondial est une appellation attribuée à des lieux ou des biens, situés à travers le monde, possédant une valeur universelle exceptionnelle - VUE. Ils sont inscrits sur la liste du patrimoine mondial afin d'être

protégés et de bénéficier d'une promotion mondiale pour la conservation de leurs valeurs.

Le Parc national de l'Ivindo devient le deuxième site du Gabon sur la liste du patrimoine mondial.

À propos du Parc national de l'Ivindo

Situé sur l'Équateur, dans le nord du Gabon, le site, essentiellement intact, s'étend sur près de 300 000 hectares traversé par un réseau de rivières d'eau noire pittoresques. Il comprend des rapides et des chutes bordées par des forêts humides intactes, ce qui en fait un paysage d'une grande valeur esthétique.

Les habitats aquatiques abritent des espèces de poissons endémiques (dont 13 sont considérées comme menacées), au moins sept espèces d'herbes aquatiques podostemaceae et, sans doute, une faune aquatique micro-endémique de chaque chute. De nombreuses espèces de poissons ne sont pas encore décrites et certaines parties du site sont encore à peine explorées.

Le crocodile à long museau (*Mecistops cataphractus*), en danger critique d'extinction, trouve refuge dans le Parc national de l'Ivindo.

Il possède des forêts climatiques uniques très anciennes à caesalpinioideae et de haute valeur pour la conservation, abritant, par exemple, une très grande diversité de papillons ainsi que des espèces menacées d'oiseaux et de mammifères emblématiques comme l'éléphant de forêt (*Loxodonta cyclotis*) et le gorille de l'ouest (*Gorilla gorilla*) en danger critique d'extinction. Le chimpanzé (*Pan troglodytes*) et le perroquet gris (*Psittacus erithacus*) sont aussi en danger, ainsi que le picatharte du Cameroun (*Picathartes oreas*), le mandrill (*Mandrillus sphinx*), le léopard (*Panthera pardus*) et le chat doré (*Caracal aurata*) et trois espèces de pangolins (*Manidae* spp.).



► crocodile à long museau du Gabon



Les États membres bénéficient d'une plus grande contribution des médias à la diversité, à l'égalité des genres et à l'autonomisation des jeunes à travers les médias, ainsi que de l'autonomisation des sociétés par des programmes d'initiation aux médias et à l'information et par une réaction efficace des médias dans les situations d'urgence et de catastrophe.

Mobilisation des médias dans la lutte contre le changement climatique

C'est l'objectif du webinaire du 21 octobre 2021 intitulé « Traitement de l'information liée au changement climatique ». Un webinaire organisé par l'UNESCO dédié aux journalistes de Gabon 24, dans le cadre d'un partenariat entre la chaîne d'information continue et le Système des Nations Unies au Gabon.

À quelques jours de la COP26, le Système des Nations Unies s'est tourné vers l'UNESCO et la Direction Générale de l'Environnement et la Protection de la Nature (DGEPN) afin de proposer au partenaire Gabon 24, un webinaire de renforcement de capacité et de traitement de l'information en rapport avec le changement climatique. Actuellement, la protection de l'environnement et la préservation du patrimoine naturel figurent en tête de liste des priorités du pays. Récemment le pays s'est illustré sur la scène internationale comme un modèle en matière de protection de l'environnement notamment grâce à sa politique de lutte contre la déforestation et deux de ses parcs nationaux classés au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Malgré tous ses efforts, il reste que les changements climatiques sont un défi pour la planète. De ce fait, tous ces acteurs doivent s'impliquer dans le combat, à l'instar des médias. « *Tous, nous devons nous demander, comment faire pour maintenir la température du globe à 1,5°C ou 2°C au plus comme le prévoit l'accord de Paris sur le climat. Que faisons-nous pour atteindre cet objectif ?*

Que font les médias pour contribuer à l'atteinte de cet objectif ? Que savent-ils réellement pour pouvoir en parler efficacement ? » : ce sont autant de questionnements soulevés par les intervenants et les participants lors de ce webinaire. Ce fut également l'occasion pour le Bureau de la Coordonnatrice résidente du Système des Nations Unies d'introduire la rencontre par une session d'information sur la COP26.

Monsieur Hugues NDIH, Coordonnateur national des projets Communication et Information, au Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale à Yaoundé en sa qualité d'animateur du webinaire a révélé l'absence d'agenda climatique dans les rédactions devant inciter les journalistes à s'intéresser à cette problématique.

Les médias doivent véritablement s'engager dans la lutte contre les changements climatiques. « *Les journalistes doivent comprendre que l'humanité a besoin de plus d'action pour maintenir la température du globe à 1,5°C. Tous les scientifiques peuvent le confirmer, c'est le gros défi de l'humanité et toutes les actions doivent converger vers cet objectif. De plus, les populations ont besoin d'être informées. Elles ont droit à l'information. Les journalistes doivent le comprendre, l'information sur les changements climatiques rentre dans les droits à l'information des populations. Elles ont besoin d'être éduquées. Il ne s'agit pas ici d'une éducation classique mais d'un accompagnement pour agir efficacement*

contre le changement climatique, pour être résilient dans la gestion des effets néfastes des changements climatiques. De plus, chacun de nous a besoin d'agir individuellement pour que la somme des actions individuelles ait un impact global. Ainsi, en traitant constamment des sujets liés aux changements climatiques, les journalistes amèneront chaque citoyen à agir et la planète sera progressivement sauvée » a déclaré Hugues Ndi.

Il a clôturé son propos en informant l'audience sur quelques initiatives portées par les Nations Unies dans le cadre de la lutte contre le changement climatique qui mériteraient l'attention des journalistes.

Le Directeur général de l'Environnement et de la Protection de la Nature, Stephen MOUBA, également animateur de ce webinaire a profité de cette session de renforcement de capacités des journalistes pour expliquer les enjeux de la participation du Gabon à la COP26, ainsi que les différents projets réalisés par le pays dans le cadre de la lutte contre le changement climatique.

Il a d'ailleurs rappelé que le Gabon est désormais le 1er poumon de la planète en termes de capacité de stockage du CO₂.

Rappelons que cette rencontre fait partie d'une série de webinaires qui ont été sollicités par la chaîne Gabon 24 afin de renforcer les capacités des journalistes dans les domaines clés d'action des Nations Unies.



► Remise d'attestation de participation à une journaliste de Gabon 24 à l'issu de l'atelier sur le "traitement de l'information liée au changement climatique"

Rétrospective...

Revivez en image l'ouverture de l'exposition du Gabon à la célébration du 75^e anniversaire de l'UNESCO à Paris, en présence du Ministre de l'Education Nationale Professeur Patrick MOUGUJAMA - DAOUADA avec sa délégation et de nombreuses personnalités dont des Ambassadeurs accrédités en France.

60 ANS DE COOPÉRATION GABON - UNESCO

16 novembre 1960

- 1960 - Adhésion du Gabon à l'UNESCO
- 1960 - Visite de Federico Mayor à Libreville
- 1960 - Création du Bureau de Libreville
- 1960 - LA FÊTE FUT GRANDIOSÉ
- 1960 - Signature d'un accord d'assistance technique dans la mise en place d'un Système d'enseignement à distance au Gabon en réponse à la crise du Covid-19
- 1960 - Rencontre entre Nelson Mwanza et André Abovay
- 1960 - Clôture du programme jeunesse « Train my generation Gabon 5000 »
- 1960 - Inscription du Parc national de la Lopé au patrimoine mondial de l'UNESCO
- 1960 - Inscription du Parc national de l'Inde au patrimoine mondial de l'UNESCO

60 ANS DE COOPÉRATION GABON - UNESCO

LES PARCS NATIONAUX UN LEVIER DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Créés en 1962 par le président Omar Bongo Ondimba, les parcs nationaux sont gérés par l'Agence nationale des parcs nationaux. Ce réseau de 13 parcs a pour objectif de préserver les ressources naturelles et de devenir une des principales destinations éco-touristiques du monde.

Les parcs nationaux couvrent 11 % du territoire. Ce sont 3 millions d'hectares d'une biodiversité de qualité exceptionnelle. Le Gabon a fait le choix de maintenir ses ressources biologiques dans leur état naturel. Pénétrer ces sites est une extraordinaire expérience pour découvrir ce que la forêt tropicale humide a de plus beau et de plus mystérieux à offrir.

Les 13 parcs nationaux du Gabon

1 - Akanda	8 - M'Poko
2 - Pongara	9 - Louga
3 - Minkébe	10 - Monts de Cristal
4 - Minkébe	11 - Mayumba
5 - Minkébe	12 - Moukoko
6 - Minkébe	13 - Plateau Bakou
7 - Lopé	

LES PARCS NATIONAUX LA FORÊT, CŒUR DU GABON

Le deuxième massif forestier tropical de la planète

Le Gabon est recouvert à près de 90 % par une forêt à la faune et à la flore exceptionnellement riches et diversifiées. Sa protection, à travers le réseau des parcs nationaux, est vitale pour la planète. Les forêts gabonaises représentent d'importants puits de carbone pour lutter contre le dérèglement climatique. Elles sont essentielles pour l'économie du pays, la population et sa sécurité alimentaire.

Le dernier refuge des éléphants de forêt

Avec 50 000 individus, le Gabon abrite plus de la moitié des pachydermes de forêt, un spécimen plus petit et plus rare que celui de savane.

Leur préservation est une priorité. Elle fait l'objet de mesures de protection élargies. Lutte contre le braconnage et l'exploitation durable. Le réseau des parcs nationaux travaille à l'amélioration de la connaissance des pachydermes et à améliorer les conditions de vie humaine et animale.

PARC NATIONAL DE LA LOPÉ UN FLEURON DU TOURISME AU GABON

À 400 km de Libreville, cet espace naturel protégé, classé en 2002 au patrimoine mondial de l'UNESCO est l'un des plus riches du Gabon. Il offre un paysage naturel de forêts et de savane au pied du mont Ibaoué.

Il abrite les derniers mandrills d'Afrique, un primate endémique d'Afrique centrale. C'est aussi l'habitat d'une grande diversité d'oiseaux, des forêts tropicales, comme le gorille de plaine, le chimpanzé, l'éléphant de forêt.

Le parc offre un paysage dans le temps avec ses vestiges d'un monde disparu et de l'âge de fer. Les découvertes d'habitats, des sites archéologiques racontent les flux migratoires qui ont façonné le développement de l'Afrique subsaharienne. Ce sont les plus anciens traces de vie humaine d'Afrique centrale connues à ce jour.

Aire protégée où pour les primates, La Lopé est une référence pour les chercheurs en écologie tropicale grâce à la Station d'Étude des Gorilles et des Chimpanzés fondée en 1963. Ce centre contribue à des données sur les variations climatiques. Il est à l'origine de travaux pionniers sur le comportement social des grands singes, l'archéologie et la paléobiologie.





#UNESCO75



► Ngon ntang / Masque fang

Spot:" 60 ans de coopération entre le Gabon et l'UNESCO"

<https://youtu.be/B0MOCfnEjxk>

Spot : 60 ans de coopération entre le Gabon et l'UNESCO - "Les portraits"

<https://youtu.be/ZERZPVNsgWw>

Published in 2021 by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization,
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2021



This publication is available in Open Access under the Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) license (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). The present license applies exclusively to the text content of this publication and to images whose copyright belongs to UNESCO. By using the content of this publication, the users accept to be bound by the terms of use of the UNESCO Open Access Repository (<http://www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-en>).

The designations employed and the presentation of material throughout this publication do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of UNESCO concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

The ideas and opinions expressed in this publication are those of the authors; they are not necessarily those of UNESCO and do not commit the Organization.

Cover Artwork: Modou NIANG, « NDAANAAN » Wool tapestry (1978), UNESCO Collection

Cover photo: © UNESCO/N. Burke

Graphic design: Shanshan Xu

Printed by UNESCO

The printer is certified Imprim'Vert®, the French printing industry's environmental initiative.

Rapport 2021

Bureau UNESCO de
Libreville



unesco

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

unesco.org



UNESCO Libreville @Gabonlp



<https://www.facebook.com/libreville.unesco>



https://instagram.com/unesco_libreville